

JOURNAL OFFICIEL

La présente édition
ne contient pas
les publications
contenant des données
personnelles protégées.
Dès lors, seule
la version officielle
sur papier fait foi.

JAA CH - 2900 Porrentruy - Poste CH SA – 46^e année – N° 43 – Jeudi 28 novembre 2024

Impressum – Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le jeudi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12h. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Rédacteur: Chancellerie d'Etat de la République et Canton du Jura, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont. Editeur: Centre d'impression Le Pays SA, Allée des Soupirs 2, Case postale 1116, 2900 Porrentruy, tél. 032 465 89 39, fax 032 466 51 04. Compte

de chèques postaux 15-336644-4. Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8h30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** Journal officiel de la République et Canton du Jura, c/o Centre d'impression Le Pays, CP 1116, 2900 Porrentruy 1. **Courriel:** journalofficiel@lepays.ch

Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

Arrêté concernant les résultats du scrutin fédéral du 24 novembre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 14, alinéa 2, de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques¹⁾,

vu les procès-verbaux du scrutin fédéral du 24 novembre 2024 concernant:

- a) l'arrêté fédéral du 29 septembre 2023 sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales;
- b) la modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: sous-location);
- c) la modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: résiliation pour besoin propre);
- d) la modification du 22 décembre 2023 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (financement uniforme des prestations).

arrête:

Article premier Les résultats du scrutin sont les suivants:

- a) Arrêté fédéral du 29 septembre 2023 sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales

Electeurs inscrits:	54 741	
Votants:	22 112	
Bulletins rentrés:	21 880	(39,97%)
Bulletins blancs:	297	
Bulletins nuls:	62	
Bulletins valables:	21 521	
Nombre des OUI:	8042	(37,37%)
Nombre des NON:	13 479	(62,63%)

Cet arrêté fédéral est refusé dans le canton du Jura.

- b) Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: sous-location)

Electeurs inscrits:	54 741	
Votants:	22 112	
Bulletins rentrés:	21 749	(39,73%)
Bulletins blancs:	598	
Bulletins nuls:	132	
Bulletins valables:	21 019	
Nombre des OUI:	8626	(41,04%)
Nombre des NON:	12 393	(58,96%)

Cette modification du code des obligations est refusée dans le canton du Jura.

- c) Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: résiliation pour besoin propre)

Electeurs inscrits:	54 741	
Votants:	22 112	
Bulletins rentrés:	21 764	(39,76%)
Bulletins blancs:	591	
Bulletins nuls:	121	
Bulletins valables:	21 052	
Nombre des OUI:	8303	(39,44%)
Nombre des NON:	12 749	(60,56%)

Cette modification du code des obligations est refusée dans le canton du Jura.

- d) Modification du 22 décembre 2023 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (financement uniforme des prestations)

Electeurs inscrits:	54 741	
Votants:	22 112	
Bulletins rentrés:	21 800	(39,82%)
Bulletins blancs:	583	
Bulletins nuls:	131	
Bulletins valables:	21 086	
Nombre des OUI:	7771	(36,85%)
Nombre des NON:	13 315	(63,15%)

Cette modification de loi est refusée dans le canton du Jura.

Art. 2 ¹ Les résultats du scrutin fédéral du 24 novembre 2024 sont communiqués à la Chancellerie fédérale.

² Les recours éventuels contre ce scrutin doivent être adressés sous pli recommandé au Gouvernement de la République et Canton du Jura, dans les trois jours qui sui-

Vos publications peuvent être envoyées
par courriel à l'adresse:

journalofficiel@lepays.ch

vent la découverte du motif de recours, mais au plus tard le troisième jour après la publication du présent arrêté au Journal officiel (article 77 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques).

Art. 3 Le présent arrêté est communiqué au Journal officiel pour publication.

Delémont, le 26 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
1) RS 161.1 Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

République et Canton du Jura

**Arrêté
constatant les résultats du scrutin cantonal
du 24 novembre 2024**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 27, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹⁾,

vu les procès-verbaux du scrutin cantonal du 24 novembre 2024 concernant:

- a) La modification du 4 septembre 2024 de la Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977: «Création du district de Moutier».

arrête:

Article premier Les résultats du scrutin sont les suivants:

- a) Modification du 4 septembre 2024 de la Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977: «Création du district de Moutier»

Electeurs inscrits:	54716	
Votants:	21907	
Bulletins rentrés:	21362	(39,04%)
Bulletins blancs:	402	
Bulletins nuls:	91	
Bulletins valables:	20869	
Nombre des OUI:	17074	(81,82%)
Nombre des NON:	3795	(18,18%)

Cette modification de la Constitution est acceptée.

Art. 2 Les recours éventuels contre ce scrutin doivent être adressés par pli recommandé à la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal, à Porrentruy, dans les dix jours qui suivent la découverte du motif du recours. Il peut encore être formé recours dans les trois jours qui suivent la publication du présent arrêté au Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

Art. 3 Le présent arrêté est communiqué au Journal officiel pour publication.

Delémont, le 26 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
1) RSJU 161.1 Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

République et Canton du Jura

**Arrêté
constatant les résultats de l'élection
complémentaire au Gouvernement
du 24 novembre 2024 (1^{er} tour)**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 27, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹⁾,

vu les procès-verbaux du scrutin du 24 novembre 2024 relatifs à l'élection complémentaire au Gouvernement, arrête:

Article premier Les résultats du scrutin sont les suivants:

Electeurs inscrits:	60420	
Votants (cartes rentrées):	22109	
Bulletins rentrés:	21367	(35,36%)
Bulletins blancs:	930	
Bulletins nuls:	187	
Bulletins valables:	20250	
Majorité absolue:	10126	
Total des suffrages:	20250	
Suffrages nominatifs:	20250	
Suffrages blancs et nuls:	1117	
Ont obtenu des suffrages:		
Godat Pauline:	7718	
Theurillat Stéphane:	10211	élu
Prince Pascal:	2321	

Art. 2 Les recours éventuels contre cette élection doivent être adressés à la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal, Porrentruy, dans les dix jours qui suivent le scrutin. Il peut encore être formé recours dans les trois jours qui suivent la publication du présent arrêté au Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

Art. 3 Le présent arrêté est communiqué au Journal officiel pour publication.

Delémont, le 26 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
1) RSJU 161.1 Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

République et Canton du Jura

**Ordre du jour
de la session du Parlement
mercredi 11 décembre 2024, à 8h30,
à l'Hôtel du Parlement à Delémont**

1. Communications
2. Promesse solennelle d'un-e suppléant-e
3. Questions orales
4. Election d'un-e membre de la commission des affaires extérieures et de la formation
5. Election d'un-e remplaçant-e de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier
6. Election du-de la président-e de la commission des affaires extérieures et de la formation

Présidence du Gouvernement

7. Motion N° 1505
Pour la mise en œuvre d'un système électoral pérenne et constitutionnellement conforme et compatible avec la jurisprudence fédérale dès la législature 2031-2035. Leïla Hanini (PS) et consorts

Délégation aux affaires jurassiennes

8. Modification de la législation portant sur la création du district de Moutier et la mise en place d'un guichet unique
 - 8.1 Loi portant modification des actes législatifs liés à la création du district de Moutier (deuxième lecture)
 - 8.2 Modification de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (LOGA) (deuxième lecture)

Département des finances

9. Modification de la Constitution de la République et Canton du Jura (introduction de dispositions transitoires concernant le frein à l'endettement) (deuxième lecture)

10. Arrêté concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2025
11. Postulat N° 468
Moutier, point de départ d'une nouvelle organisation de l'Etat jurassien. Christophe Schaffter (CS-POP)

Département de l'économie et de la santé

12. Question écrite N° 3665
Quelles explications pour le fort pourcentage attribué aux soins à domicile? Raoul Jaeggi (PVL)
13. Question écrite N° 3667
FASD – quel avenir pour le maintien à domicile des seniors? Jelica Aubry-Janketic (PS)

Département de la formation, de la culture et des sports

14. Question écrite N° 3664
Directions des écoles obligatoires, source d'inégalité? Romain Schaer (UDC)

Département de l'environnement

15. Interpellation N° 1031
Travaux Bienne-Bâle: et le Jura au milieu? Baptiste Laville (VERTE-S)
16. Question écrite N° 3666
Bermes de visibilité: sécurité en berne. Bernard Studer (Le Centre)

Département de l'intérieur

17. Arrêté portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité (CES)
18. Question écrite N° 3668
Surendettement des jeunes. Anael Lovis (PLR)

Ordre du jour de la session du Parlement vendredi 13 décembre 2024, à 15 h 00, à l'Hôtel du Parlement à Delémont

19. Promesse solennelle d'un-e suppléant-e
20. Election d'un-e membre, éventuellement d'un-e remplaçant-e, de la commission de l'économie
21. Elections au Parlement:
 - 21.1. Présidence du Parlement
 - 21.2. Première vice-présidence du Parlement
 - 21.3. Deuxième vice-présidence du Parlement
 - 21.4. Deux scrutateur-trice-s
 - 21.5. Deux scrutateur-trice-s suppléant-e-s
22. Elections au Gouvernement:
 - 22.1. Présidence du Gouvernement
 - 22.2. Vice-présidence du Gouvernement
23. Promesse solennelle d'un nouveau membre du Gouvernement

Au terme de la séance, un hommage sera rendu à Monsieur le ministre Jacques Gerber.

Delémont, le 25 novembre 2024 Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

République et Canton du Jura

Procès-verbal N° 77 de la séance du Parlement du mercredi 20 novembre 2024

Lieu: Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence: Pauline Godat (VERTE-S), présidente

Scrutateurs: Jacques-André Aubry (Le Centre) et Gaëlle Frossard (PS)

Secrétariat: Fabien Kohler, secrétaire général du Parlement

Excusés: Jelica Aubry-Janketic (PS), Philippe Bassin (VERTE-S), Amélie Brahier (Le Centre), Raphaël Ciocchi (PS), Quentin Haas (PCSI), Vincent Hennin (PCSI), François Monin (Le Centre), Magali Rohner (VERTE-S), Stéphane Theurillat (Le Centre) et Thomas Vuillaume (PLR)

Suppléants: Hildegard Lièvre Corbat (PS), Anita Kradolfer (VERTE-S), Léonie Pelletier Esposito (Le Centre), Jude Schindelholz (PS), Thomas Schaffter (PCSI), Sophie Guenot (PCSI), Madeleine Juillard Schaller (Le Centre), Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S), Magali Voillat (Le Centre) et Aline Nicoulin-Riat (PLR)

La séance est ouverte à 8 h 30 en présence de 60 députés.

1. **Communications**
2. **Election d'un-e remplaçant-e de la commission de l'environnement et de l'équipement**

Sandra Nobs (PLR) est élue tacitement remplaçante de la commission de l'environnement et de l'équipement.

3. **Election d'un-e remplaçant-e de la commission de la santé et des affaires sociales**

Aline Nicoulin-Riat (PLR) est élue tacitement remplaçante de la commission de la santé et des affaires sociales.

4. **Promesse solennelle d'un nouveau membre des autorités judiciaires**

M. Georges Alain Schaller fait la promesse solennelle.

5. **Questions orales**

- Baptiste Laville (VERTE-S): Trains rapides entre Porrentruy et Delémont (partiellement satisfait)
- Sophie Guenot (PCSI): Publication des résultats des épreuves cantonales de référence (satisfaite)
- Rolf Amstutz (PLR): Plan d'urgence en cas de catastrophe climatique (satisfait)
- Yves Gigon (UDC): Fermeture de la prison de Porrentruy, signe de démantèlement des autorités judiciaires en Ajoie? (satisfait)
- Bernard Studer (Le Centre): Factures d'électricité au Noirmont (satisfait)
- Hildegard Lièvre Corbat (PS): Récupération des dossiers médicaux par les patients (satisfaite)
- Rémy Meury (CS-POP): Dénier de la pénurie d'enseignants? (partiellement satisfait)
- Didier Spies (UDC): Guichet virtuel cantonal et formulaires de l'APEA (satisfait)
- Gauthier Corbat (Le Centre): Piscine couverte de Porrentruy (partiellement satisfait)
- Florence Chaignat (PS): Augmentation de la taxe d'étude à la HES-SO (partiellement satisfaite)

6. **Rapport 2024 de la Section jurassienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)**

Le rapport est présenté.

7. **Motion interne N° 157
Un plan égalité au Parlement jurassien.
Leïla Hanini (PS)**

Développement par Géraldine Beuchat (PCSI).

Au vote, la motion interne N° 157 est acceptée par 41 voix contre 13.

Présidence du Gouvernement

8. **Motion N° 1501
I.A. cas! Gauthier Corbat (Le Centre)**

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que le motionnaire refuse.

Au vote, le résultat est de 28 voix pour et 28 voix contre; la présidente tranche en faveur du rejet de la motion N° 1501.

Délégation aux affaires jurassiennes

9. Modification de la législation portant sur la création du district de Moutier et la mise en place d'un guichet unique

L'entrée en matière n'est pas combattue.

9.1. Loi portant modification des actes législatifs liés à la création du district de Moutier (première lecture)

Tous les articles, le titre et le préambule sont adoptés sans discussion.

Au vote final, en première lecture, la loi est acceptée par 57 voix contre 1.

9.2. Modification de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (LOGA) (première lecture)

Tous les articles, le titre et le préambule sont adoptés sans discussion.

Au vote final, en première lecture, la modification de la loi est acceptée par 58 voix contre 1.

Département des finances

10. Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (dispositions transitoires afin de définir les modalités encadrant la reprise du personnel de Moutier) (deuxième lecture)

Au vote final, en deuxième lecture, la loi est acceptée par 51 voix contre 6.

11. Modification de la Constitution de la République et Canton du Jura (introduction de dispositions transitoires concernant le frein à l'endettement) (première lecture)

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 50 voix contre 9.

Dispositions finales et transitoires, article 15:

Gouvernement et majorité de la commission:

Pendant les années 2026 à 2031, il peut être dérogé aux alinéas 1 et 2 de l'article 123a pour neutraliser les effets de l'accueil de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura. La loi règle les modalités.

Minorité de la commission:

¹ Pendant les années 2026 à 2031, il peut être dérogé aux alinéas 1 et 2 de l'article 123a pour neutraliser les effets de l'accueil de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura. La loi règle les modalités.

² (nouveau) La totalité des montants neutralisés dans le calcul du mécanisme du frein à l'endettement en application de l'alinéa 1 doit être compensée.

Au vote, la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission est acceptée par 28 voix contre 23.

Tous les autres articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote final, en première lecture, la modification de la Constitution est acceptée par 44 voix contre 14.

Le procès-verbal N° 75 est accepté tacitement.

La séance est levée à 11 h 45.

Delémont, le 21 novembre 2024

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

République et Canton du Jura

Procès-verbal N° 78 de la séance du Parlement du mercredi 20 novembre 2024

Lieu: Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence: Pauline Godat (VERTE-S), présidente

Scrutateurs: Jacques-André Aubry (Le Centre) et Gaëlle Frossard (PS)

Secrétariat: Fabien Kohler, secrétaire général du Parlement

Excusés: Jelica Aubry-Janketic (PS), Philippe Bassin (VERTE-S), Amélie Brahier (Le Centre), Raphaël Breuleux (VERTE-S), Mathieu Cerf (Le Centre), Patrick Chapuis (PCSI), Raphaël Ciochi (PS), Gauthier Corbat (Le Centre), Olivier Goffinet (Le Centre), Quentin Haas (PCSI), Vincent Hennin (PCSI), François Monin (Le Centre), Magali Rohner (VERTE-S), Alain Schweingruber (PLR), Stéphane Theurillat (Le Centre) et Thomas Vuillaume (PLR)

Suppléants: Hildegard Lièvre Corbat (PS), Anita Kradolfer (VERTE-S), Léonie Pelletier Esposito (Le Centre), Céline Blaser (VERTE-S), Gérard Bonvallat (Le Centre), Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI), Jude Schindelholz (PS), Stéphane Rüegg (Le Centre), Jean-François Pape (Le Centre), Thomas Schaffter (PCSI), Sophie Guenot (PCSI), Madeleine Juillard Schaller (Le Centre), Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S), Stéphane Brosy (PLR), Magali Voillat (Le Centre) et Aline Nicoulin-Riat (PLR)

La séance est ouverte à 13h45 en présence de 60 députés.

Département de l'économie et de la santé

12. Motion N° 1502

Création d'une unité pour la prise en charge ambulatoire des personnes souffrant de troubles du comportement alimentaire (TCA).

Anita Kradolfer (VERTE-S)

Développement par l'auteure.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que la motionnaire refuse.

Au vote, la motion N° 1502 est acceptée par 40 voix contre 9.

13. Motion N° 1504

Intégrer la notion de changement climatique dans la loi sanitaire. Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S)

Au vote, la motion N° 1504 est acceptée par 33 voix contre 10.

14. Question écrite N° 3656

Et si les médecins pouvaient aussi (re)vendre des médicaments? Nicolas Maître (PS)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

15. Question écrite N° 3660

Une augmentation record des primes de caisse maladie dans le Jura!? Rémy Meury (CS-POP)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de la formation, de la culture et des sports

16. Question écrite N° 3655

Surveillance des apprentissages.

Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

17. Question écrite N° 3657

Conditions des apprenti-e-s: quelle situation et quelles actions au niveau cantonal?

Gaëlle Frossard (PS)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

18. Question écrite N° 3659

Etat des lieux des effectifs de classe dans les écoles du secondaire II. Francine Stettler (UDC)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

19. Question écrite N° 3663

Tour de Romandie ou Tour de l'Ouest de la Romandie? Vincent Wermeille (PCSI)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'environnement**20. Motion N° 1500**

Plastique d'origine textile – Une pollution tenace longtemps ignorée.

Sonia Burri-Schmassmann (VERT-E-S)

Développement par l'auteure.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion.

Au vote, la motion N° 1500 est acceptée par 33 voix contre 20.

21. Interpellation N° 1028

Site de la Gruère: pour un meilleur accueil des visiteurs. Vincent Wermeille (PCSI)

Développement par l'auteur.

L'auteur retire l'interpellation N° 1028.

22. Interpellation N° 1029

Stratégie immobilière cantonale, un outil attendu. Katia Lehmann (PS)

Développement par l'auteure.

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement. Boris Beuret (Le Centre) demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

23. Question écrite N° 3662

Riverains exaspérés, dangers pour les enfants et développement économique: quelle gestion des priorités pour la route cantonale qui traverse Glovelier? Loïc Dobler (PS)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'intérieur**24. Motion N° 1503**

Carte de paiement pour les demandeurs d'asile. Alain Koller (UDC)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter la motion.

Le groupe PLR propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que le motionnaire accepte.

Au vote, le postulat N° 1503a est rejeté par 43 voix contre 13.

25. Interpellation N° 1030

Création d'une association pour centraliser les inscriptions dans les crèches. Didier Spies (UDC)

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

26. Question écrite N° 3658

Que faire des corbeaux de la République et Canton du Jura? Christophe Schaffter (CS-POP)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

27. Question écrite N° 3661

Service des ressources humaines: pour quelles raisons doubler le travail? Blaise Schüll (PCSI)

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement.

La séance est levée à 15 h 45.

Delémont, le 21 novembre 2024

Au nom du Parlement

La présidente: Pauline Godat

Le secrétaire général: Fabien Kohler

République et Canton du Jura

Loi**sur le personnel de l'Etat (LPer)**

Modification du 20 novembre 2024 (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête:

I.

La loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat (LPer)¹ est modifiée comme il suit:

Articles 98a à 98i (nouveaux)

Art. 98a ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été domiciliés à Moutier de manière ininterrompue entre le 28 mars 2021 et la veille de la date du transfert de la commune;
- b) ils ont été employés de manière ininterrompue par le canton de Berne entre le 28 mars 2021 et la veille de la date du transfert de la commune, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;
- c) ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Cette garantie de reprise n'est pas applicable:

- a) aux procureurs;
- b) aux enseignants;
- c) aux employés dont le poste est transféré au sens de l'article 98f.

³ Le taux d'activité garanti au sein de l'Etat jurassien est celui existant avec le canton de Berne la veille de la date du transfert de la commune.

⁴ Le maintien dans un poste, une fonction ou une activité identique au sein de l'Etat jurassien n'est pas garanti. Il est tenu compte, dans la mesure des postes existants, des souhaits et du profil de la personne concernée ainsi que du poste occupé dans le canton de Berne. Il n'y a pas de garantie quant au lieu d'affectation.

⁵ Les employés au bénéfice d'un engagement de durée déterminée peuvent, s'ils remplissent les conditions mentionnées à l'alinéa premier, bénéficier des mêmes garanties jusqu'à la date d'échéance de leur engagement au sein du canton de Berne.

Art. 98b ¹ Dès son entrée en fonction, l'employé au bénéfice de la reprise est soumis au statut découlant de la législation jurassienne sur le personnel de l'Etat. L'autorité d'engagement est définie en application de l'article 16.

² La période probatoire au sens de l'article 20 n'est pas applicable.

Dernier délai pour la remise des publications:

jusqu'au lundi 12 heures

³ Il n'existe aucune garantie particulière contre une cessation ultérieure des rapports de service ou une mutation décidée aux conditions de la présente loi.

⁴ Les années pendant lesquelles l'employé a été au service du canton de Berne de manière ininterrompue avant son engagement sont réputées années de service.

Art. 98c ¹ L'autorité d'engagement décide de la fonction attribuée à l'employé au bénéfice de la reprise et arrête son traitement initial conformément à la législation jurassienne.

² L'employé a droit au maintien du traitement nominal précédemment perçu pour un même taux d'occupation.

³ On entend par traitement nominal précédemment perçu le traitement brut du mois précédant le transfert de la commune, y compris la part mensuelle du treizième salaire, en particulier le traitement de base, la composante individuelle, la progression individuelle et la progression générale. Il ne comprend en particulier pas:

- a) les indemnités spéciales ou supplémentaires;
- b) les allocations, telles que les allocations familiales, d'entretien, de fonction ou liées au marché de l'emploi;
- c) les primes;
- d) les contributions à la formation;
- e) les autres avantages.

⁴ Si le traitement initial fixé par l'autorité d'engagement est inférieur au traitement nominal précédemment perçu, une indemnité destinée à compenser la différence est versée. Son montant est arrêté par l'autorité d'engagement.

⁵ L'indemnité est réduite à mesure que le traitement de l'employé augmente en application de la législation jurassienne, en particulier en cas de progression dans les années ou en cas d'adaptation à la hausse du traitement au coût de la vie.

Art. 98d ¹ Le Gouvernement est habilité à fixer un délai durant lequel les employés qui souhaitent bénéficier de la garantie de reprise mentionnée à l'article 98a doivent s'annoncer. Ce délai est publié dans le Journal officiel. Faute d'annonce dans le délai, la garantie de reprise n'est plus donnée.

² Les employés concernés donnent leur démission en temps utile auprès du canton de Berne.

³ Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance ou dans un accord d'exécution conclu avec le Conseil-exécutif du canton de Berne en application du concordat entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant le transfert de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura²⁾ (ci-après: accord d'exécution), les modalités d'application de la reprise, en particulier pour les employés en incapacité de travail ou en formation.

Art. 98e ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, qui sont engagés par l'Etat jurassien avec une entrée en fonction convenue avant la date du transfert de la commune de Moutier, bénéficient des garanties offertes par les articles 98a à 98c s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été domiciliés à Moutier de manière ininterrompue entre le 28 mars 2021 et leur engagement par l'Etat jurassien;
- b) ils ont été employés de manière ininterrompue par le canton de Berne entre le 28 mars 2021 et leur engagement par l'Etat jurassien, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;

c) ils en expriment le souhait dans le cadre d'une procédure de recrutement.

² L'article 98a, alinéa 2, s'applique.

³ La fonction, l'activité, le lieu d'affectation et le taux d'activité sont ceux du poste mis au concours.

⁴ L'article 98d, alinéas 2 et 3, s'applique.

Art. 98f ¹ Les employés du canton de Berne au sens de la législation bernoise sur le personnel, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été employés jusqu'à la veille de la date du transfert de la commune, soit dans une unité sise à Moutier, soit dans une unité qui y était sise le 28 mars 2021 mais qui a été réorganisée ou déplacée ultérieurement par le canton de Berne en raison du transfert de la commune;
- b) leur poste de travail est transféré à l'Etat jurassien selon un accord d'exécution ou selon une liste définie par voie d'arrêté par le Gouvernement;
- c) ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Le taux d'activité garanti au sein de l'Etat jurassien est celui existant avec le canton de Berne la veille de la date du transfert de la commune.

³ L'affectation à un poste en grande partie identique au sein de l'Etat jurassien est garantie. Le maintien de la fonction, des attributions et des tâches précédemment exercées ainsi que du lieu d'affectation n'est toutefois pas garanti.

⁴ Les employés au bénéfice d'un engagement de durée déterminée ainsi que les apprentis et les stagiaires peuvent, s'ils remplissent les conditions mentionnées à l'alinéa premier, bénéficier des mêmes garanties jusqu'à la date d'échéance de leur engagement.

Art. 98g Les articles 98b et 98c s'appliquent.

Art. 98h ¹ Le Gouvernement est habilité à fixer, dans le cadre d'un accord d'exécution, une date de transfert des postes à l'Etat jurassien qui diffère de celle du transfert de la commune de Moutier. Le cas échéant, cette date est déterminante en lieu et place de la date du transfert de la commune de Moutier.

² Il règle, par voie d'ordonnance ou dans le cadre d'un accord d'exécution, les modalités d'application du transfert de poste, en particulier pour les employés en incapacité de travail ou en formation, ainsi que les modalités de transfert des données relatives aux employés.

Art. 98i ¹ Les employés de la commune de Moutier, au bénéfice d'un engagement de durée indéterminée, ont le droit d'être engagés, sans mise au concours publique, au sein de l'Etat jurassien à la date du transfert de la commune de Moutier s'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes:

- a) ils ont été employés jusqu'à la veille de la date du transfert de la commune par la commune de Moutier;
- b) leur poste de travail est transféré à l'Etat jurassien selon un accord d'exécution, un accord entre la commune de Moutier et le Gouvernement ou une liste définie par voie d'arrêté par le Gouvernement;
- c) ils en expriment le souhait dans les délais et formes prévus.

² Les articles 98f, alinéas 2 à 4, 98g et 98h s'appliquent par analogie.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 173.11
2) RSJU 102

République et Canton du Jura

Constitution**de la République et Canton du Jura**

Projet de modification du 20 novembre 2024
(première lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura
arrête:

I.

La Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977¹⁾ est modifiée comme il suit:

Dispositions finales et transitoires, article 15 (nouveau)

Art. 15 Pendant les années 2026 à 2031, il peut être dérogé aux alinéas 1 et 2 de l'article 123a pour neutraliser les effets de l'accueil de la commune municipale de Moutier dans le canton du Jura. La loi règle les modalités.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum obligatoire.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 101

République et Canton du Jura

Loi**portant modification des actes législatifs liés à la création du district de Moutier**

Projet du 20 novembre 2024 (première lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura
arrête:

I.

La loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts¹⁾ est modifiée comme il suit:

Titre de la loi (nouvelle teneur)

Loi concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en quatre districts

Article premier, phrase introductive (nouvelle teneur) et chiffre 4 (nouveau)

Article premier Pour le service administratif de district, le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en quatre districts, à savoir:

(...)

4. Le district de Moutier, ayant pour chef-lieu Moutier et comprenant la commune municipale de Moutier.

II.

La loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte²⁾ est modifiée comme il suit:

Article 9, alinéa 2 (nouvelle teneur)

² Elle peut tenir ses audiences dans les quatre districts, en fonction des affaires à traiter.

III.

La loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)³⁾ est modifiée comme il suit:

Article 50, alinéa 2, 1^{ère} phrase (nouvelle teneur)

² La commission est composée de membres issus des syndicats ou des groupements de communes des quatre districts chargés de la gestion des déchets, de l'association jurassienne des communes et de l'Office de l'environnement. (...).

IV. Dispositions finales

¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 132.21
2) RSJU 213.1
3) RSJU 814.015

République et Canton du Jura

Loi**d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (LOGA)**

Modification du 20 novembre 2024 (première lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura
arrête:

I.

La loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978 (LOGA)¹⁾ est modifiée comme il suit:

Article 38d (nouveau)

Art. 38d ¹ Un guichet unique est mis en place à titre de projet pilote dans la commune de Moutier afin de fournir, de manière centralisée, diverses prestations relevant de la compétence d'unités de l'administration cantonale.

² Le guichet unique est habilité à renseigner, recevoir des demandes, instruire des dossiers, rendre des décisions standardisées, décerner des autorisations, assurer l'exécution de décisions et procéder à diverses opérations financières avec les administrés pour le compte d'unités de l'administration cantonale, en dérogation à la législation spéciale portant sur le siège des autorités et leurs attributions ainsi qu'à certaines règles portant sur les modalités d'ordre pratique concernant la délivrance de prestations.

³ Il peut notamment exercer des tâches relevant des unités administratives suivantes:

- a) le Service des contributions, en particulier les Recettes et Administrations de district;
- b) le Service de la population;
- c) l'Office des poursuites et faillites.

⁴ Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires. Il définit chaque tâche confiée au guichet unique. Il peut compléter la liste des unités administratives dont des tâches sont confiées à celui-ci.

Article 38e (nouveau)

Art. 38e ¹ Sous réserve de la conclusion d'une convention au sens de l'alinéa 2, le guichet unique et les unités administratives dont des tâches sont confiées à celui-ci sont autorisés à traiter, y compris le cas échéant par communication en ligne, des documents et renseignements soumis au secret de fonction et susceptibles de contenir

des données personnelles, y compris sensibles. Il en va de même des documents et renseignements soumis au secret fiscal et contenant des données fiscales.

² La Chancellerie d'Etat et l'unité administrative dont des tâches sont confiées au guichet unique établissent une convention de sous-traitance qui cadre les traitements visés à l'alinéa premier, en réglant en particulier les éléments suivants:

- a) les catégories de données et les documents concernés;
- b) les modalités de transmission des données;
- c) la finalité du traitement;
- d) la sécurité des données;
- e) les limites d'accès;
- f) la durée de conservation des données et
- g) l'archivage.

³ Toute personne collaborant, à un titre ou à un autre, au sein du guichet unique et susceptible de prendre connaissance du contenu des documents et renseignements mentionnés à l'alinéa premier est soumise au secret de fonction et aux règles cantonales en matière de protection des données. Lorsque le document ou le renseignement concerne des données fiscales, la personne est en outre soumise aux mêmes obligations que les collaborateurs des autorités fiscales.

II.

¹ La présente modification déploie ses effets pendant cinq ans dès son entrée en vigueur. Passé ce délai, les dispositions qu'elle contient sont caduques.

² La présente modification est soumise au référendum facultatif.

³ Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Au nom du Parlement

La présidente: Pauline Godat

Le secrétaire général: Fabien Kohler

1) RSJU 172.11
2) RSJU 170.41

Chancellerie d'Etat

Erratum

Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2025

Une erreur s'est glissée dans le texte de l'arrêté du 8 octobre 2024 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2025 et publié dans le Journal officiel N° 37 du 17 octobre 2024, page 806.

La teneur exacte de l'article 4, alinéa 1 est:

« Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2025 et une activité professionnelle principale (correspondant aux revenus figurant aux chiffres 100, 100c, 140, 140c, 150, 150c, 160 et 160c de l'avis de taxation), dont le revenu déterminant est inférieur à **18 000 francs**. »

Delémont, le 28 novembre 2024.

La Chancellerie d'Etat.

République et Canton du Jura

Ordonnance

relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins du 12 novembre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu la loi fédérale du 16 décembre 2022 relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 8 mai 2024 relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers²⁾,

vu l'article 91 de la Constitution cantonale³⁾,
arrête:

SECTION 1: Dispositions générales

Article premier ¹ La présente ordonnance vise à encourager les filières de formation pour lesquelles un risque de pénurie de personnel dans le domaine des soins sur le territoire cantonal est constaté.

² Elle prévoit à cet effet:

- a) Le versement d'une contribution aux frais de formation pratique pour les personnes:
 - 1. qui suivent le cycle de formation bachelor en soins infirmiers dans une haute école spécialisée (infirmier HES);
 - 2. qui suivent la filière de formation en soins infirmiers dans une école supérieure (infirmier ES);
 - 3. qui suivent la formation d'assistant en soins et santé communautaire CFC (ASSC);
 - 4. qui suivent la formation d'aide en soins et accompagnement AFP (ASA);
- b) la possibilité d'accorder aux fournisseurs de soins des contributions visant à améliorer la qualité de la formation pratique;
- c) l'octroi d'aides à la formation aux étudiants en soins infirmiers;
- d) la possibilité d'accorder aux écoles supérieures des contributions destinées à encourager une augmentation du nombre de diplômes en soins infirmiers de manière à répondre aux besoins cantonaux en personnel qualifié en soins infirmiers.

Art. 2 ¹ Le Gouvernement surveille l'exécution de la présente ordonnance.

² Le département auquel est rattaché le Service de la santé publique (ci-après: «le département en charge de la santé») assure l'exécution des articles 4 à 11 et 23 de la présente ordonnance.

³ Le département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire (ci-après: «le département en charge de la formation») assure l'exécution des articles 12 à 22 de la présente ordonnance.

⁴ Le Service de la formation postobligatoire est l'autorité compétente en matière d'octroi d'aide à la formation aux étudiants en soins infirmiers.

Art. 3 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2: Encouragement de la formation pratique

Art. 4 ¹ Le Service de la santé publique évalue les besoins de relève en personnel infirmier, ASSC et ASA, en tenant notamment compte des évolutions prévisibles concernant:

- a) la durée de l'exercice de l'activité professionnelle;
- b) l'organisation des structures de soins;
- c) les projections démographiques.

² Sur la base de cette évaluation, il détermine les besoins en places de formation pratique pour les personnes visées à l'article premier, alinéa 2, lettre a.

Art. 5 ¹ Les fournisseurs de soins autorisés suivants, qui déploient leurs activités sur le territoire cantonal, sont tenus de mettre à disposition des places de formation pratique pour les personnes visées à l'article premier, alinéa 2, lettre a:

- a) les établissements hospitaliers;
- b) les établissements médico-sociaux;

c) les organisations de soins et d'aide à domicile.

² Ils sont également tenus:

- a) d'élaborer un concept de formation exposant en particulier les ressources en personnel existantes et le nombre de places de formation pratique disponibles;
- b) de transmettre au Service de la santé publique, par voie électronique et gratuitement, toutes les informations nécessaires à l'établissement de la planification des besoins et à la fixation de la prestation de formation pratique.

³ Ils s'assurent que les places de formation pratique qu'ils offrent soient encadrées par un nombre suffisant de formateurs bénéficiant des compétences requises.

Art. 6 ¹ Les fournisseurs de soins autorisés et déployant leurs activités sur le territoire cantonal qui ne sont pas assujettis à l'obligation prévue à l'article 5, peuvent mettre à disposition des places de formation pratique pour les personnes visées à l'article premier, alinéa 2, lettre a, moyennant l'accord préalable du département en charge de la santé.

² Les articles 5, alinéas 2 et 3, et 7 à 11 sont applicables à la participation volontaire.

³ Le département en charge de la santé peut fixer des conditions spécifiques à la participation volontaire par voie d'arrêté.

Art. 7 ¹ Le Service de la santé publique décide pour chaque fournisseur de soins cité à l'article 5, alinéa 1, la prestation de formation à effectuer, son indemnisation et les modalités d'échange des informations durant l'exercice annuel. La prestation de formation pratique est exprimée en semaines de stages ou d'apprentissage à réaliser par les personnes mentionnées à l'article premier, alinéa 2, lettre a.

² Le Service de la santé publique se fonde sur le concept de formation du fournisseur de soins et sur les critères de calcul des capacités de formation suivants:

- a) l'effectif du personnel soignant du fournisseur de soins;
- b) la structure d'activité du fournisseur de soins;
- c) le type de prestations fournies;
- d) les places de formation pratique proposées dans le domaine des soins.

³ Le fournisseur de soins peut fournir la prestation de formation pratique lui-même ou, moyennant l'accord préalable du département en charge de la santé, en charger un autre fournisseur ayant son siège sur le territoire cantonal.

Art. 8 ¹ Le fournisseur de soins reçoit une indemnité forfaitaire pour la réalisation de la prestation de formation pratique fixée par le Service de la santé publique au sens de l'article 7, alinéa 1.

² Le département en charge de la santé fixe, par voie d'arrêté, le montant de l'indemnité forfaitaire pour chaque filière de formation.

³ Les montants perçus pour la formation en vertu de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie⁽¹⁰⁾ sont déduits de l'indemnité forfaitaire.

Art. 9 Le Service de la santé publique peut verser des avances périodiques au fournisseur de soins, durant l'exercice annuel, pour la prestation de formation pratique fixée.

Art. 10 ¹ Le Service de la santé révoque l'indemnité forfaitaire lorsque le fournisseur de soins ne réalise pas sa prestation de formation pratique.

² Il peut exiger la restitution totale ou partielle de l'indemnité forfaitaire déjà versée.

Art. 11 ¹ L'Etat peut accorder une subvention à un fournisseur de soins en vue d'améliorer la qualité de la formation pratique dans le domaine des soins.

² Le montant de la subvention est fixé dans un contrat de prestations annuel.

SECTION 3: Aide à la formation aux étudiants en soins infirmiers

Art. 12 L'aide à la formation doit permettre aux personnes sans formation de degré tertiaire ou en reconversion professionnelle de suivre une des formations visées à l'article premier, alinéa 2, lettre a, chiffres 1 et 2.

Art. 13 Au sens de la présente section, on entend par:

- a) *aide à la formation*: prestation en espèces, indépendante du salaire d'études et du système cantonal des bourses et prêts d'étude au sens de la loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation⁽⁴⁾;
- b) *domicile*: domicile civil au sens des articles 23 et suivants du Code civil suisse⁽⁵⁾;
- c) *fortune*: fortune nette selon la dernière décision de taxation fiscale entrée en force au moment du dépôt de la demande d'aide à la formation;
- d) *revenu*: revenu net total touché sur la base d'un contrat de travail, d'un contrat de formation, de prestations d'assurances AVS/AI/APG/AC/LPP et de prestations complémentaires à ces assurances.

Art. 14 ¹ Peut obtenir une aide à la formation, dans les limites des disponibilités budgétaires, toute personne âgée d'au moins 27 ans révolus qui remplit les conditions suivantes:

- a) elle est domiciliée, depuis au moins 2 ans avant le début de la formation, sur le territoire cantonal ou rattachée au territoire cantonal du fait du statut de travailleur frontalier au sens de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes⁽⁶⁾ ou de la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange⁽⁷⁾;
- b) elle a réalisé, au cours des deux dernières années avant le début de la formation, un revenu annuel net correspondant au moins à la rente AVS maximale;
- c) elle ne dispose pas d'une fortune ou d'un revenu permettant de financer son entretien et celui des enfants à sa charge durant la durée de la formation;
- d) elle a passé avec succès la procédure d'admission d'une des formations visées à l'article 1, alinéa 3, lettre a, chiffres 1 et 2, proposées par la Haute Ecole Arc et le Centre de formation professionnelle Berne francophone.

² L'entretien au sens de la lettre c comprend:

- a) les frais d'entretien conformément au minimum vital au sens de l'article 93 de la loi fédérale sur la poursuite pour dette et la faillite⁽⁸⁾ augmenté de 10%;
- b) les frais d'habitation selon le contrat de bail ou l'attestation d'intérêts hypothécaires en vigueur au début de la formation;
- c) les impôts fédéraux, cantonaux, communaux et ecclésiastiques durant la formation selon évaluation;
- d) les frais de garde durant la formation selon évaluation;
- e) les frais relatifs aux contrats d'assurances (primes d'assurance-maladie de base et complémentaire, d'assurance responsabilité civile et d'assurance ménage) en vigueur au début de la formation, sous déduction d'éventuels subsides à ces assurances;
- f) les frais de transport entre le domicile et le ou les lieux de formation selon évaluation;
- g) les frais de repas relatifs à la formation selon un forfait de 15 francs par repas;

h) les frais de formation selon justificatifs (taxes d'écolages, taxes d'examens, moyens d'enseignement).

³ Si le requérant est marié ou vit en concubinage depuis plus de 2 ans, les revenus et la fortune du conjoint ou du concubin sont pris en compte selon la dernière décision de taxation fiscale entrée en force, sauf s'il est prouvé que les revenus ou la fortune ont diminué d'au moins 20% au moment de la demande.

⁴ Le département en charge de la formation fixe annuellement, par voie d'arrêté, le nombre de personnes pouvant bénéficier de l'aide à la formation, pour chaque formation concernée, dans les limites du budget alloué.

⁵ Si le nombre de personnes réunissant les conditions d'octroi dépasse le nombre de bénéficiaires fixé par le département, l'attribution des aides à la formation se fait selon l'ordre de dépôt des demandes, le cachet de la poste faisant foi. En cas de demandes arrivées simultanément, l'aide est accordée à la personne dont la situation financière présente la plus grande différence entre, d'une part le montant de ses revenus et de sa fortune, et d'autre part le montant nécessaire à son entretien au sens de l'article 14, alinéa 2.

Art. 15 Les montants de l'aide à la formation sont les suivants:

- a) pour les trois années de la formation d'infirmier HES: 39600 francs par année;
- b) pour la première année de la formation d'infirmier ES: 34800 francs;
- c) pour la deuxième année de la formation d'infirmier ES: 32400 francs;
- d) pour la troisième année de la formation d'infirmier ES: 30000 francs.

Art. 16 ¹ L'aide à la formation est octroyée pour la durée réglementaire minimale de la formation.

² Si la formation est prolongée, l'aide peut être octroyée pour un semestre supplémentaire au maximum.

Art. 17 ¹ La demande d'aide à la formation doit être déposée auprès du Service de la formation postobligatoire dans les 20 jours suivant l'admission par l'école, au moyen du formulaire officiel. Elle concerne toute la durée de la formation.

² Le requérant doit fournir au Service de la formation postobligatoire tous les renseignements nécessaires au traitement de sa demande. Ils doivent être complets et conformes à la vérité.

Art. 18 L'aide à la formation est versée semestriellement, sur présentation d'une attestation de formation.

Art. 19 Le bénéficiaire de l'aide à la formation est tenu d'annoncer immédiatement tout changement dans sa situation personnelle ou financière de nature à entraîner une modification de l'aide accordée.

Art. 20 ¹ L'aide à la formation doit être remboursée, partiellement ou entièrement, par le bénéficiaire:

- a) si elle a été obtenue sur la base de fausses déclarations, d'informations incomplètes ou de dissimulation de faits importants;
- b) si la formation est interrompue sans justes motifs;
- c) si elle n'a pas été utilisée en vue de la formation pour laquelle elle a été accordée;
- d) si sa situation financière est modifiée dans une mesure où les conditions d'octroi de l'article 14 ne sont plus réunies.

² Constitue un juste motif d'interruption de la formation:

- a) la maladie ou l'accident;
- b) la non-promotion ou l'échec à un examen ou une session d'examens;

c) exceptionnellement toute autre circonstance particulière non fautive empêchant durablement la poursuite de la formation.

³ Le droit de demander le remboursement se prescrit par cinq ans après le versement de la dernière aide. Si cette créance découle d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci s'applique.

⁴ Le Service de la formation postobligatoire peut exceptionnellement renoncer en tout ou partie au remboursement lorsque la personne concernée se trouve dans une situation particulièrement difficile.

Art. 21 ¹ Le Service de la formation postobligatoire est habilité à traiter des données personnelles concernant les requérants et les bénéficiaires d'une aide dans le cadre de l'exécution des tâches prévues par la présente ordonnance.

² Dans ce cadre, il exploite une base de données informatique, dont il a la responsabilité, qui contient les données nécessaires à l'octroi et au suivi de l'aide, à savoir:

- a) le nom et le prénom;
- b) la date de naissance;
- c) l'état civil et la situation familiale, notamment le nombre d'enfants à charge;
- d) la nationalité;
- e) le type d'autorisation, si la personne est de nationalité étrangère;
- f) l'adresse de domicile;
- g) l'adresse électronique et le numéro de téléphone;
- h) le numéro AVS;
- i) les coordonnées bancaires;
- j) les données fiscales;
- k) le cycle de formation et l'institut de formation.

³ Seules les personnes traitant une demande d'aide à la formation ont accès à la base de données informatique visée à l'alinéa 2.

⁴ Le département en charge de la formation peut régler, par voie d'arrêté, d'autres modalités relatives au traitement de données.

⁵ Pour le surplus, les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel⁹⁾ sont applicables.

SECTION 4: Contributions aux écoles supérieures

Art. 22 ¹ Sur la base de la planification des besoins au sens de l'article 4, l'Etat peut accorder, sur requête, une contribution à une école supérieure visant à encourager une augmentation du nombre de diplômes en soins infirmiers conforme aux besoins du nombre de diplômes de la filière de formation en soins infirmiers de cette dernière, moyennant la conclusion d'un contrat de prestations et dans les limites des disponibilités budgétaires.

² Une contribution peut notamment être versée pour soutenir les programmes, projets et mesures visant à faciliter l'entrée dans la formation et à réduire les interruptions de formation.

³ Le Gouvernement encourage les collaborations intercantionales.

Art. 23 La demande de contribution est adressée au département en charge de la formation qui l'évalue et transmet le dossier au département en charge de la santé.

SECTION 5: Dispositions finales

Art. 24 Le Service de la santé publique dépose les demandes de contributions fédérales s'inscrivant dans le cadre de l'encouragement de la formation dans le domaine des soins.

Art. 25 Les décisions prises sur la base de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative.

Art. 26 ¹ La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

² Elle déploie ses effets jusqu'à l'adoption de la loi réglant la même matière, mais au plus durant un an dès son entrée en vigueur.

Delémont, le 12 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 811.22 6) RS 0.142.112.681
2) RS 811.225 7) RS 0.632.31
3) RSJU 101 8) RS 281.1
4) RSJU 416.31 9) RSJU 170.41
5) RS 210 10) RS 832.10

République et Canton du Jura

Ordonnance concernant le placement d'enfants du 12 novembre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,
vu l'article 316 du Code civil suisse¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 réglant le placement d'enfants (OPE)²⁾,

vu l'article 6, alinéa 2, du décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales³⁾,
arrête:

SECTION 1: Dispositions générales

Article premier ¹ La présente ordonnance vise à régler les modalités d'autorisation et de surveillance des placements de mineurs hors du foyer familial.

² Elle s'applique au placement auprès de parents nourriciers, au placement à la journée et au placement en institution de mineurs domiciliés ou séjournant dans le canton.

³ Les haltes-garderies et les colonies de vacances sont également soumises à la présente ordonnance.

⁴ Les dispositions du décret concernant les institutions sociales³⁾ demeurent réservées.

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Art. 3 ¹ Le Service de l'action sociale est l'autorité centrale cantonale en matière d'accueil des enfants en vue d'adoption.

² Il mène les enquêtes portant sur les placements en vue d'adoption.

³ Il délivre les agréments et les autorisations d'accueillir un enfant défini et informe l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte lorsqu'un enfant est placé en vue d'adoption.

⁴ Il assume la surveillance des placements en vue d'adoption.

Art. 4 ¹ Le Service de l'action sociale assume, en collaboration avec l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, la coordination des tâches de surveillance des placements d'enfants.

² Il soutient et conseille les autorités, institutions et autres organisations en matière de placement d'enfant.

³ En collaboration avec l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et les prestataires au sens de l'article 20a OPE²⁾, il établit des statistiques qui renseignent sur les enfants placés dans le canton du Jura.

⁴ Il veille à ce que les enfants placés sous l'égide des autorités jurassiennes soient assurés de manière suffisante contre les conséquences d'un accident et en matière de responsabilité civile.

Art. 5 Les personnes et autorités chargées de la surveillance des placements d'enfants sont tenues au secret à l'égard des tiers.

SECTION 2: Placement auprès de parents nourriciers

Art. 6 ¹ On entend par parents nourriciers les personnes qui accueillent chez elles des mineurs, contre rémunération ou non.

² Le placement auprès de parents nourriciers au sens de la présente section est subordonné aux conditions suivantes:

- a) les parents nourriciers peuvent accueillir simultanément trois mineurs au maximum;
- b) le foyer familial, y compris les propres enfants des parents nourriciers, peut comprendre au maximum six enfants âgés de moins de 15 ans.

³ Les personnes qui accueillent des mineurs à difficultés particulières et qui bénéficient d'une formation spécifique dans le domaine de l'éducation spécialisée, reconnue par le Service de l'action sociale, ainsi que d'une expérience professionnelle de deux ans au moins peuvent être reconnus en qualité de parents nourriciers spécialisés.

⁴ Le placement auprès de parents nourriciers qui peuvent accueillir plus de trois enfants âgés de moins de 15 ans est considéré comme placement dans une institution sociale et est régi par l'article 21.

Art. 7 ¹ Le Service de l'action sociale atteste de l'aptitude générale des personnes souhaitant accueillir des enfants en tant que parents nourriciers sans formation spécialisée si les conditions prévues à l'article 10 sont remplies.

² Le département auquel est rattaché le Service de l'action sociale (ci-après: «le Département») atteste de l'aptitude générale des personnes souhaitant accueillir des enfants en tant que parents nourriciers spécialisés au sens de l'article 6, alinéa 3, si les conditions de l'article 10 sont remplies. L'instruction du dossier est confiée au Service de l'action sociale.

³ Une fois la reconnaissance obtenue, les parents nourriciers sont tenus de signaler au Service de l'action sociale toute modification significative susceptible de remettre en cause leur aptitude générale à accueillir des mineurs.

⁴ Les parents nourriciers appartenant à la parenté du mineur doivent uniquement disposer d'une autorisation d'accueil au sens de l'article 8.

⁵ Le Service de l'action sociale tient une liste des personnes ayant obtenu la reconnaissance de l'aptitude générale au placement. Celle-ci ne contient que les informations nécessaires à un placement. Elle ne contient pas de données sensibles et est mise à jour une fois par an.

Art. 8 ¹ Toute personne qui accueille chez elle des enfants pour en prendre soin et les éduquer doit être titulaire d'une autorisation d'accueil si l'enfant doit être placé pendant plus de trois mois ou pour une durée indéterminée.

² L'autorisation d'accueil est également requise lorsque l'enfant ne passe pas les fins de semaine chez ses parents nourriciers.

Art. 9 L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour délivrer les autorisations d'accueil aux parents nourriciers que le placement soit ordonné ou volontaire.

Art. 10 ¹ Une autorisation d'accueil au sens de l'article 8 ne peut être délivrée et l'aptitude générale des parents nourriciers au sens de l'article 7 ne peut être attestée que si:

a) les parents nourriciers et parents nourriciers spécialisés ainsi que les autres personnes vivant dans leur foyer familial remplissent les conditions suivantes :

1. d'un point de vue de leurs qualités personnelles, de leur état de santé, de leurs aptitudes éducatives et de leur disponibilité, mais aussi de leurs conditions de logement, ils offrent toute garantie que l'enfant placé bénéficiera de soins, d'une éducation et d'une formation adéquats ;
2. ils ne sont pas impliqués dans une procédure pénale en cours ou n'ont pas été condamnés en raison d'une infraction dont la gravité ou la nature n'est pas compatible avec l'aptitude à accueillir des enfants ;
3. ils bénéficient de conditions sociales et financières stables ;

b) le bien-être des autres enfants dans la famille n'est pas menacé.

² L'autorité compétente mène son enquête conformément à l'article 7 OPE. Elle peut confier un mandat d'enquête à un service social.

³ L'autorité compétente adapte l'autorisation aux modifications intervenues chez les parents nourriciers. Ces derniers sont tenus de lui signaler toute modification importante conformément à l'article 9 OPE.

Art. 11 L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte retire l'autorisation aux conditions fixées par l'article 11 OPE.

Art. 12 ¹ Tout placement d'enfants auprès de parents nourriciers fait l'objet d'un contrat de placement.

² Le contrat de placement règle en particulier les modalités organisationnelles et financières du placement.

Art. 13 ¹ Le Département fixe, par voie d'arrêté, la rétribution des parents nourriciers ainsi que la participation financière à charge des personnes ayant une obligation d'entretien envers l'enfant placé ou à charge de l'enfant rentier orphelin des deux parents.

² La rétribution couvre la prise en charge, l'hébergement et la nourriture. Elle couvre également les frais liés aux besoins inhérents de l'enfant. Sont notamment exclus de la rétribution, les frais de maladie et dentaires, les primes de l'assurance maladie, ainsi que les dépenses liées à une scolarité particulière.

³ En principe, la commune de domicile de l'enfant avance les frais de placement. Elle réclame aux personnes ayant une obligation d'entretien ou à l'enfant rentier orphelin des deux parents la participation financière mise à leur charge et porte le découvert à la répartition des dépenses de l'action sociale.

Art. 14 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est chargée de surveiller les placements d'enfants chez des parents nourriciers.

² Afin de veiller au respect des conditions d'accueil, elle désigne un référent de placement.

³ Le référent de placement assume les tâches suivantes :

- a) il assure le suivi et l'accompagnement des enfants placés ;
- b) il rend les visites nécessaires aux parents nourriciers mais au moins une fois par année ; il les conseille et les aide à surmonter les difficultés qui se présentent ;
- c) il assure le lien entre les parents nourriciers et les personnes qui détiennent l'autorité parentale si les circonstances l'exigent ;
- d) il collabore étroitement avec le Service de l'action sociale et l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

⁴ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte peut renoncer à la désignation d'un référent de placement lorsque :

a) l'enfant est assisté ou représenté par un tuteur ou un curateur nommé en vertu de l'article 308 Code civil suisse¹⁾ ;

b) le représentant légal ou l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est à même de veiller au respect des conditions de placement ;

c) d'autres raisons permettent de conclure que toute atteinte aux intérêts de l'enfant paraît exclue.

Art. 15 ¹ Le Service de l'action sociale surveille les parents nourriciers conformément à l'article 10 OPE.

² Il rend visite aux parents nourriciers au moins une fois par année.

Art. 16 ¹ Le Service de l'action sociale assume l'accompagnement des parents nourriciers.

² Il les conseille et collabore avec l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, ainsi qu'avec le référent de placement. Il soutient et conseille les services placeurs pour trouver des solutions de placement adaptées, en leur communiquant, sur demande, la liste des personnes ayant obtenu une reconnaissance d'aptitude générale.

Art. 17 ¹ Le Service de l'action sociale s'assure que les parents nourriciers puissent bénéficier d'une formation.

² Il participe aux frais de formation.

SECTION 3: Placement à la journée

Art. 18 Les personnes qui, publiquement, s'offrent à accueillir régulièrement dans leur foyer familial, à la journée et contre rémunération, des enfants de moins de 12 ans, doivent l'annoncer à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 19 ¹ Le foyer familial peut accueillir au maximum trois enfants âgés de moins de 15 ans placés à la journée.

² Il ne saurait comprendre en tout plus de six enfants âgés de moins de 15 ans.

Art. 20 ¹ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte veille à ce que les enfants placés à la journée soient accueillis dans de bonnes conditions.

² Elle prend les mesures de surveillance prévues à l'article 12 OPE.

³ L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte tient des dossiers indiquant l'identité des enfants, le nombre de places, les résultats des visites et, le cas échéant, les mesures prises.

SECTION 4: Placement dans des institutions

Art. 21 Les parents nourriciers souhaitant accueillir plus de trois enfants âgés de moins de 15 ans sont soumis à l'autorisation préalable du Département conformément aux articles 6 et suivants du décret concernant les institutions sociales³⁾.

Art. 22 ¹ Les structures d'accueil de l'enfance et les foyers et établissements accueillant des mineurs sont régis par le décret concernant les institutions sociales³⁾.

² Pour les crèches à domicile, l'autorisation est délivrée à l'organisation responsable.

SECTION 5: Prestations fournies dans le cadre d'un placement chez des parents nourriciers

Art. 23 ¹ Toute personne qui fournit des prestations au sens de l'article 20a OPE dans le cadre d'un placement chez des parents nourriciers est tenue de s'annoncer au Service de l'action sociale.

² Le Service de l'action sociale exerce la surveillance sur les prestataires et prend les mesures prévues par le droit fédéral.

SECTION 6: Haltes-garderies et colonies de vacances

Art. 24 ¹ Les haltes-garderies sont tenues de requérir une autorisation auprès de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

² Sont considérées comme telles les institutions qui accueillent à des fins de socialisation et d'occupation des enfants de trois à cinq ans, en principe par intermittence, au maximum à raison de trois heures par jour et de trois demi-journées par semaine.

Art. 25 ¹ L'organisateur d'une colonie et/ou d'un camp de vacances est tenu d'annoncer ceux-ci à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

² L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte exerce la surveillance des conditions d'accueil des enfants et ordonne les mesures de protection indispensables, en ce qui concerne notamment l'équipement et l'aménagement des bâtiments, ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène.

SECTION 7: Dispositions finales

Art. 26 Le Département édicte les directives nécessaires à l'exécution de la présente ordonnance.

Art. 27 L'ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants est abrogée.

Art. 28 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} février 2025.

Delémont, le 12 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 210
2) RS 211.222.338
3) RSJU 850.11

République et Canton du Jura

**Arrêté
fixant les normes applicables
en matière d'aide sociale**

Modification du 12 novembre 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, arrête:

I.

L'arrêté du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale¹⁾ est modifié comme il suit:

Articles 36 et 37

Abrogés.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} février 2025.

Delémont, le 12 novembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 850.111.1

Département de l'intérieur

**Arrêté
fixant la rétribution des parents nourriciers
et la participation à charge des personnes ayant
une obligation d'entretien du 18 novembre 2024**

Le Département de l'intérieur,

vu l'article 13, alinéa 1, de l'ordonnance du 12 novembre 2024 concernant le placement d'enfants¹⁾,

arrête:

Article premier ¹ Le placement d'un enfant mineur auprès de parents nourriciers qui proposent un hébergement

donne lieu au versement d'une rétribution destinée à couvrir la prise en charge, l'hébergement et la nourriture, ainsi que les frais inhérents aux besoins de l'enfant.

² Une participation aux frais de placement est mise à charge des personnes ayant une obligation d'entretien ou de l'enfant rentier orphelin des deux parents.

Art. 2 ¹ Pour un enfant placé auprès de parents nourriciers, la rétribution est fixée à :

a) pour un placement à plein temps:
1800 francs par mois;

b) pour un placement à temps partiel (dit relais):
60 francs par jour ouvrable et 90 francs par jour de week-end ou jour férié officiel.

² Lorsque le placement est effectué auprès de parents nourriciers spécialisés, la rétribution est fixée selon l'alinéa 1. Lorsque des frais supplémentaires sont occasionnés et pour autant que ceux-ci soient justifiés, la rétribution des parents nourriciers spécialisés peut aller jusqu'à 105 francs par jour maximum.

³ La rétribution des parents nourriciers qui accueillent durant le week-end ou les vacances, un mineur placé le reste du temps dans un foyer d'accueil ou auprès d'autres parents nourriciers, est fixée selon l'alinéa 1.

⁴ Pour le placement intrafamilial, la gratuité du placement est présumée conformément à l'article 294, alinéa 2, du Code civil suisse. Ces personnes peuvent toutefois bénéficier des rétributions prévues à l'article 2, alinéas 1 et 2, du présent arrêté.

⁵ L'enfant est assuré contre la maladie et les accidents ainsi qu'en matière de responsabilité civile par ses parents. L'enfant sous tutelle est assuré auprès de l'assurance collective du canton. Les frais résultant de dommages non couverts par ces assurances peuvent faire l'objet d'une prise en charge par le Service de l'action sociale pour autant que ceux-ci soient justifiés.

Art. 3 ¹ A partir du 9^e jour d'absence, le tarif journalier s'applique. Sauf cas exceptionnel, après un mois d'absence, le placement est réputé interrompu et ne donne plus lieu à une contrepartie financière.

² Le référent de placement et les parents nourriciers tiennent à jour une liste des présences et absences de l'enfant.

Art. 4 ¹ La participation aux frais de placement des personnes ayant une obligation d'entretien ou de l'enfant rentier orphelin des deux parents est fixée à 20 francs par jour de placement effectif.

² Les frais extraordinaires liés à la mesure de protection ou à la garde extrafamiliale de l'enfant (crèche, parents de jour) peuvent être couverts par le Service de l'action sociale, pour autant que le besoin soit justifié par une activité lucrative des parents nourriciers ou si les besoins de l'enfant le nécessitent (socialisation ou indication thérapeutique), mais au maximum pour 3 jours par semaine.

Art. 5 ¹ Les dépenses découlant du présent arrêté sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

² Toutes les recettes encaissées en vertu du présent arrêté, notamment en lien avec la participation des personnes ayant une obligation d'entretien ou de l'enfant rentier orphelin des deux parents, sont portées à la répartition des dépenses de l'action sociale.

Art. 6 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2025.

Delémont, le 18 novembre 2024.

La ministre de l'intérieur: Nathalie Barthoulot.

1) RSJU 853.11

Département de l'économie et de la santé

**Arrêté
fixant les indemnités à verser aux personnes
exerçant une activité pour le service de la
consommation et des affaires vétérinaires
du 19 novembre 2024**

Le Département de l'économie et de la santé,
vu l'article 36, alinéa 4, de l'ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux du 9 décembre 1997¹⁾,
arrête:

Article premier Les termes utilisés dans le présent arrêté pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Art. 2 Le vétérinaire nommé par le Gouvernement en qualité de remplaçant du vétérinaire cantonal pendant les vacances et absences de ce dernier, sauf en cas d'absence prolongée, a droit à une indemnité annuelle de 500 francs.

Art. 3 L'inspecteur cantonal des ruchers a droit à une indemnité annuelle de 2200 francs.

Art. 4 ¹ Pour les cours de formation organisés par l'Office vétérinaire fédéral ou le Service de la consommation et des affaires vétérinaires cantonal, les inspecteurs des ruchers ont droit aux indemnités suivantes:

Pour une journée	150 francs
Pour une demi-journée	90 francs

² Pour la surveillance et l'organisation de la lutte contre les maladies des abeilles, les travaux divers dans les ruchers, les inspecteurs des ruchers ont droit à une indemnité de 25 francs par heure.

Art. 5 Les estimateurs de bétail en cas d'épizooties ont droit aux indemnités suivantes:

Pour une journée	300 francs
Pour une demi-journée	150 francs
Pour une heure	60 francs

Art. 6 Les frais de déplacement de même que les éventuelles dépenses d'entretien seront indemnisées selon l'ordonnance du 18 décembre 2013 concernant le remboursement des dépenses des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura²⁾.

Art. 7 L'arrêté fixant les indemnités à verser aux personnes exerçant une activité pour le Service vétérinaire du 10 décembre 2003 est abrogé.

Art. 8 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Delémont, le 19 novembre 2024.

Le ministre de la santé et de l'économie: Jacques Gerber.

1) RSJU 916.51
2) RSJU 173.461

Département de l'économie et de la santé

**Avis aux organisateurs
de soirées dansantes et de divertissements
Nuit libre pour le réveillon de Saint-Sylvestre 2024**

En application de l'article 66, alinéa 3 de la loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques, le Département de l'Economie et de la Santé décide:

1. Les organisateurs de soirées dansantes et de divertissements, au bénéfice des autorisations nécessaires et sous réserve de conditions particulières (permis de construire, inscription au registre foncier, etc.), pourront profiter du même régime que les restaurateurs et bénéficier de la nuit libre du 31 décembre 2024 au 1^{er} janvier 2025 pour leur manifestation.
2. Il ne sera perçue aucune taxe pour le dépassement de l'heure légale.

Delémont, le 15 novembre 2024.

Le ministre de la santé et de l'économie: Jacques Gerber.

Publications des autorités communales et bourgeoises

Alle

**Assemblée communale ordinaire
mardi 17 décembre 2024, à 19h30, à la salle des fêtes
(Route de Porrentruy 15) à Alle**

Ordre du jour:

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée du 28 mai 2024.
2. Adopter le nouveau règlement concernant la gestion des déchets.
3. Adopter le nouveau règlement sur les tarifs des déchets.
4. Abroger le règlement d'organisation concernant la lutte contre les souris, campagnols, taupes et mulots.
5. Adopter le nouveau règlement relatif aux traitements, honoraires, jetons de présence et vacations des autorités et employés.
6. Adopter le nouveau règlement relatif au statut du personnel.
7. Budget:
 - a) Discuter et voter les dépenses d'investissements suivantes; donner compétence au Conseil communal pour se procurer le financement et le cas échéant consolider les emprunts:
 - a. CHF 36000.- TTC pour la rénovation des étages de la Mairie.
 - b. CHF 40000.- TTC pour la mise en valeur d'une sculpture pour le patrimoine.
 - c. CHF 7500.- TTC pour la mise en valeur du corbillard hippomobile – phase 1.
 - d. CHF 40000.- TTC pour la réfection du trafic routier.
 - e. CHF 80000.- TTC pour la création d'un accès mobilité douce à la cour de l'école.
 - f. CHF 15000.- TTC pour le couvert d'un arrêt de bus – rue de l'Eglise.
 - g. CHF 50000.- TTC pour la réfection de la barrière – Ruelle de la Cornoline.
 - h. CHF 10000.- TTC pour le nouveau panneau d'information à la Fenatte.
 - i. CHF 110000.- TTC pour l'optimisation du réseau d'eau potable.
 - j. CHF 30000.- TTC pour l'optimisation du réseau des eaux usées.
 - k. CHF 35000.- TTC pour les plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE).
 - l. CHF 100000.- TTC pour le plan de lutte contre les crues – PRE.
 - m. CHF 71000.- TTC pour la réfection de la porte de garage et les portes d'entrée du bâtiment des services.
 - n. CHF 30000.- TTC pour la réfection de la porte du local du SIS Vendline.
 - o. CHF 1856000.- TTC pour la réfection des rues Clos des Tilleuls et Champs aux Oies.
 - p. CHF 43000.- TTC pour la réfection du Chemin de Rondgourd.
 - q. CHF 50000.- TTC pour une balayeuse pour le Service de la voirie.
 - r. CHF 10000.- TTC pour une étude liée à des panneaux dynamiques 30 km/h.
 - b) Adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.
8. Divers.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est consultable à l'Administration communale et au panneau numé-

rique communal sis dans la cour de la mairie (accès par le code QR) ou sur le site internet www.alle.ch en version édulcorée. Les demandes de compléments ou de rectifications seront à adresser par écrit au Secrétariat communal au plus tard la veille de la prochaine assemblée, ou à faire verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Les règlements mentionnés sous chiffre 2, 3, 4, 5 et 6 seront déposés publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale, au Secrétariat communal, où ils pourront être consultés. Les éventuelles oppositions, dûment motivées, seront adressées par écrit, durant le dépôt public, au Secrétariat communal.

Alle, le 21 novembre 2024.

Conseil communal.

Le Bémont

**Assemblée communale ordinaire
mardi 17 décembre 2024, à 20h00, à l'école**

Ordre du jour:

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 6 juin 2024.
2. Prendre connaissance et approuver le budget de fonctionnement 2025, la quotité d'impôt et les taxes communales.
3. Discuter et voter un crédit supplémentaire de 11500 francs relatif au crédit d'investissement de 86000 francs concernant la réfection de la rue et des intersections à La Bosse; donner compétence au Conseil communal pour se procurer le financement et la consolidation finale.
4. Information sur la mise en place de Prox-iti, déchetterie mobile itinérante des Franches-Montagnes.
5. Divers et imprévu.

Le Bémont, le 21 novembre 2024.

Conseil communal.

Boécourt

**Assemblée communale ordinaire
lundi 16 décembre 2024, à 20h00, à la salle paroissiale**

Ordre du jour:

1. Nomination de deux scrutateurs.
2. Approbation du procès-verbal de l'assemblée du 1^{er} juillet 2024.
3. Prendre connaissance et voter un crédit de CHF 345000.- pour l'agrandissement et la réfection de la Rue Dos l'Essert, sous réserve d'éventuelle subvention à recevoir et participation de tiers; donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds ainsi que sa consolidation.
4. Fixer la quotité d'impôt et les diverses taxes et redevances communales; discuter et approuver le budget 2025.
5. Divers.

Le procès-verbal de la dernière assemblée peut être consulté au Secrétariat communal. Les demandes de compléments ou de rectifications pourront être adressées, par écrit, au Secrétariat communal au plus tard la veille de l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Boécourt, le 19 novembre 2024.

Conseil communal.

Les Bois

Séance du Conseil général

**lundi 16 décembre 2024, à 20h00,
à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Ordre du jour:

1. Appel.
2. Approbation de l'ordre du jour.
3. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 9 septembre 2024.
4. Communications.
5. Questions orales.
6. Discuter et voter un investissement de CHF 500 000.– pour la pose d'un ascenseur à l'école et donner compétence au Conseil communal pour le financement.
7. Discuter et approuver le règlement sur les élections communales.
8. Discuter et approuver le règlement de sécurité locale.
9. Discuter et approuver la modification de l'article 4 du règlement des indemnités des autorités communales.
10. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.
11. Elections du bureau 2025:
 - a) du président du Conseil général;
 - b) du premier vice-président du Conseil général;
 - c) du deuxième vice-président du Conseil général;
 - d) des scrutateurs.

Les Bois, le 25 novembre 2024.

Au nom du Conseil général

Le président: Martial Farine.

Boncourt

Assemblée communale

**jeudi 12 décembre 2024, à 20h00, à l'aula
de l'école primaire**

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 10 juillet 2024.
2. Modification de l'aménagement local – Information sur le projet d'extension de la zone d'activités pour les besoins de l'entreprise Sonceboz Motion Boncourt SA.
3. Adopter les budgets de fonctionnement et d'investissement 2025, fixer la quotité d'impôt, arrêter les montants des taxes communales et définir le financement des investissements.
4. Clarifier la situation des pompiers et plus précisément du hangar des pompiers de Boncourt (avec plan d'actions).
5. Divers et imprévus.

Boncourt, le 22 novembre 2024.

Conseil communal.

Bure

Assemblée communale ordinaire

jeudi 12 décembre 2024, à 20h00, au complexe scolaire

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de l'assemblée communale ordinaire du 17 juin 2024.
2. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget 2025.
3. Communication.
4. Divers.

Le procès-verbal mentionné au point 1 est déposé publiquement au Secrétariat communal et sur le site internet communal www.bure.ch. Les demandes de compléments ou de rectifications pourront être adressées, par

écrit, au Secrétariat communal au plus tard un jour avant l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Bure, le 19 novembre 2024.

Conseil communal.

Courrendlin et Rebeuvelier

Nivellement de tombes

L'Arrondissement de sépulture de Châtillon-Courrendlin-Rossemaison informe que les tombes suivantes, dont les concessions sont échues et dont les répondants officiels ne sont plus connus, seront nivelées:

- **Ancien cimetière de Courrendlin:**
Chételat Louis († 1980) et Marie († 1999).
- **Nouveau cimetière de Courrendlin:**
Beuchat André († 1989) et Ivonne († 1988) / Klinger Paul († 1976) / Siegenthaler Willy († 1953), Charles († 1942), Maria († 1982), Oscar († 1944) / Eschmann Marie († 1967) et Iff Lina († 1976) / Bader Jean († 1962) / Rihs Hans († 1960) et Alfred († 1931) / Roth Elisabeth († 1992) et Veith († 1984) / Steulet Eugène († 1951) et Victorine († 1961).
- **Cimetière de Rebeuvelier:**
Charmillot Joseph († 1946) et Marie († 1971) / Schaller Auguste († 1995) / Schaller François († 1992) et Joseph († 1951) / Schaller Jacqueline († 2000) / Schaller Ariste († 1986) et Louis († 1947) / Grolimond Léa († 1956) / Charmillot Emma († 1957) et Joseph († 1956) / Schaller Catherine († 1971) et Arnold († 1990).

Les personnes qui connaîtraient les familles des personnes décédées voudront bien les avertir ou communiquer leur adresse à l'Arrondissement de sépulture (Arrondissement de sépulture, Rue des Maichières 5, 2830 Courrendlin, téléphone 032 422 50 91, arrondissement-sepulture@hotmail.com), jusqu'au 3 mars 2025. Passé cette date, le nivellement des tombes sera effectué.

Courrendlin, le 20 novembre 2024.

Conseil de sépulture.

Courroux

Assemblée communale ordinaire

**lundi 9 décembre 2024, à 20h00, à la salle
polyvalente école Bellevie à Courroux**

Ordre du jour

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 10 juin 2024.
2. Statuer sur la demande de naturalisation de M. Wilmes Pierre, originaire de France et du Luxembourg.
3. Statuer sur la demande de naturalisation de M. Wilmes Paul, originaire de France et du Luxembourg.
4. Prendre connaissance et approuver les dépenses relatives au projet Biodiversité, pour les années 2024 à 2027:
 - a) Projets communaux: Investissement de CHF 150 000.– à répartir sur 3 ans, pour la concrétisation de mesures sur des espaces publics;
 - b) Soutien aux projets privés: CHF 30 000.– de dépenses annuelles pour les années 2025, 2026 et 2027, afin d'alimenter le fonds de Biodiversité.
5. Prendre connaissance et approuver le budget 2025, la quotité d'impôt et les taxes de la Commune mixte de Courroux.
6. Informations diverses du Conseil communal.
7. Divers.

Le procès-verbal est en lecture libre sur le site internet www.courroux.ch et il peut, ainsi que les documents relatifs aux points de l'ordre du jour, être consulté au Secrétariat communal.

Courroux, le 28 novembre 2024.

Conseil communal.

Delémont

Assemblée bourgeoise ordinaire mardi 17 décembre 2024, à 20h00, dans la salle des assemblées de la Maison Wicka

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Route des Brunchenal, secteur haut du Creux-du-Vorbourg: discuter et voter un crédit de réfection de CHF 250 000.–; donner compétence au Conseil pour assurer le financement.
3. 1^{er} Vorbourg: discuter et voter un crédit destiné à réfectionner la ferme/restaurant; donner compétence au Conseil pour assurer le financement.
4. Budget 2025: présentation, discussion et approbation.
5. Informations du Conseil.
6. Divers.

Delémont, le 20 novembre 2024.

Conseil bourgeoisial.

Delémont

Résultats de la votation communale du 24 novembre 2024

Acceptez-vous, selon message du Conseil de Ville, l'octroi d'un droit d'emption concernant la vente du feuillet communal N° 2510 à la Société coopérative jurassienne d'habitation, au prix de Fr. 400.–/m²?

Electeurs inscrits:	9155
Bulletins rentrés:	3035
Bulletins valables:	2907
Nombre de OUI:	2148
Nombre de NON:	759

L'octroi d'un droit d'emption concernant la vente du feuillet communal N° 2510 à la Société coopérative jurassienne d'habitation, au prix de Fr. 400.–/m², est accepté.

Delémont, le 25 novembre 2024.

Conseil communal.

Lajoux

Assemblée communale ordinaire mercredi 18 décembre 2024, à 20h00, à la Maison des Œuvres (grande salle)

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'assemblée communale extraordinaire du 17 octobre 2024.
2. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement communal relatif au plan d'entretien des cours d'eau et des plans d'eau (RGES).
3. Discuter et voter un crédit d'étude de Fr. 120 000.– pour la réfection des chemins communaux; donner compétence au Conseil communal pour se procurer le financement.
4. Discuter et voter la vente de la parcelle N° 677 d'environ 675 m² au prix de Fr. 90.– le m², sise au lieu-dit «Crât des Oiseaux», en zone d'habitation (Ha); donner compétence au Conseil communal pour ratifier les actes y relatifs.

5. Discuter et voter la vente de la parcelle N° 697 d'environ 1113 m² au prix de Fr. 25.– le m², sise au lieu-dit «Crât des Oiseaux», en zone d'activité (AA); donner compétence au Conseil communal pour ratifier les actes y relatifs
6. Discuter et voter la quotité d'impôt ainsi que les taxes communales et adopter le budget 2025 du compte de résultats.
7. Nommer deux membres à la Commission d'école primaire du Cercle scolaire de la Courtine.
8. Divers

Immédiatement après l'assemblée communale:

Assemblée bourgeoise

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'assemblée bourgeoise du 20 décembre 2022
2. Discuter et voter la vente de la parcelle N° 677 d'environ 675 m² au prix de Fr. 90.– le m², sise au lieu-dit «Crât des Oiseaux», en zone d'habitation (Ha); donner compétence au Conseil communal pour ratifier les actes y relatifs.
3. Discuter et voter la vente de la parcelle N° 697 d'environ 1113 m² au prix de Fr. 25.– le m², sise au lieu-dit «Crât des Oiseaux», en zone d'activité (AA); donner compétence au Conseil communal pour ratifier les actes y relatifs.
4. Divers

Les procès-verbaux des assemblées communales peuvent être consultés au Secrétariat communal, sur le site internet www.lajoux.ch et au panneau d'affichage public.

Les demandes de compléments ou de rectifications pourront être adressées par écrit au Secrétariat communal au plus tard 1 jour avant l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci.

L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon les procès-verbaux seront approuvés sans lecture.

Le règlement mentionné sous chiffre 2 est déposé publiquement au Secrétariat communal, où il peut être consulté 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale.

Lajoux, le 25 novembre 2024.

Conseil communal.

Movelier

Assemblée communale ordinaire mercredi 11 décembre 2024, à 20h00, à la halle polyvalente

Ordre du jour:

1. Discuter et voter le procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Discuter et voter la liste des ayants droit aux gaubes pour l'exercice 2025.
3. Discuter et voter une dépense de Fr. 35 000.– pour le curage et le visionnage des conduites d'eaux usées dans le cadre du PGEE.
4. Discuter et voter les taxes communales, la quotité d'impôt et le budget 2025.
5. Divers et imprévus.

Movelier, novembre 2024.

Conseil communal.

Dernier délai pour la remise des publications:
jusqu'au lundi 12 heures

Porrentruy

Séance ordinaire du Conseil de ville
jeudi 12 décembre 2024, à 18h30, à la salle
du Conseil de ville (Hôtel de Ville, 2^e étage)

Ordre du jour:

1. Communications.
2. Informations du Conseil municipal.
3. Questions orales.
4. Réponse à la question écrite intitulée « Déprédations et caméras de surveillance » (N° 1275) (PLR).
 - a) Abroger la décision du Conseil de ville du 9 décembre 2021 de vendre les bâtiments sis sur la parcelle N° 348 du banc de Porrentruy à la rue Auguste-Cuenin à la Communauté de l'école secondaire d'Ajoie et du Clos du Doubs pour CHF 1 million, en sus du droit de superficie de CHF 30 000.– par année pendant 50 ans (montant à adapter tous les cinq ans selon l'IPC);
 - b) Accepter la vente des bâtiments sis sur la parcelle N° 348 du banc de Porrentruy à la rue Auguste-Cuenin au Syndicat intercommunal du district de Porrentruy pour CHF 1 million et octroyer un droit de superficie gratuit pendant 50 ans.
5. Elections du-de la président-e, du-de la 1^{er-re} vice-président-e, du-de la 2^e vice-président-e et de 2 scrutateurs-trices (art. 21, al. 1, du ROAC et 2 et 11 du RCV).
6. Divers.

Novembre 2024.

Au nom du Conseil de ville

Le président: Sébastien Piquerez.

Rossemaison

Assemblée communale ordinaire
lundi 16 décembre 2024, à 20h00, à la halle
de gymnastique

Ordre du jour:

1. Discuter et voter le procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Présentation du projet de réfection de la rue des Grands-Champs.
3. Prendre connaissance et approuver la dissolution du fonds lié au service du gaz.
4. Discuter et voter la quotité d'impôt, les taxes communales ainsi que le budget 2025.
5. Divers.

Le procès-verbal de la dernière assemblée communale peut être consulté au Secrétariat communal ou sur le site www.rossemaison.ch.

Les demandes de compléments ou de rectifications doivent parvenir par écrit au Secrétariat communal au plus tard la veille de la prochaine assemblée.

Rossemaison, le 25 novembre 2024.

Conseil communal.

La présente publication annule et remplace l'avis paru dans le Journal officiel N° 42 du jeudi 21 novembre 2024.

Saulcy

Assemblée communale
lundi 16 décembre 2024, à 20h00, à la salle communale

Ordre du jour:

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 13 mai 2024.
2. Discuter et approuver la liste des investissements 2025 suivante; donner compétence au Conseil communal

pour se procurer le financement et le cas échéant consolider les emprunts:

- Renouvellement d'équipements de la place de jeux, CHF 20 000.00.
- Réfection tronçon routes communales, CHF 30 000.00.
- Honoraires fin plan d'aménagement local, CHF 30 000.00.

3. Approuver le nouveau règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) et le règlement tarifaire y relatif.
4. Approuver le nouveau règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) et le règlement tarifaire y relatif.
5. Discuter et approuver la quotité d'impôt, les taxes communales et les budgets 2025.
6. Divers.

Le procès-verbal mentionné au point 1 est consultable au Secrétariat communal.

Les règlements mentionnés sous les points 3 et 4 sont déposés publiquement vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale au Secrétariat communal où ils peuvent être consultés. Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, au Secrétariat communal de Saulcy.

Saulcy, le 18 novembre 2024.

Conseil communal.

Val Terbi

Séance du Conseil général
mardi 10 décembre 2024, à 19h30, au Centre communal

Ordre du jour:

1. Ouverture de la séance.
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 10 septembre 2024.
3. Questions orales et interventions.
4. Réponse à la question écrite « quelles possibilités en matière de collaboration intercommunale ».
5. Statuer sur la création de 3.05 EPT pour la Maison de l'Enfance.
6. Prendre connaissance et approuver le règlement sur la jouissance des biens bourgeois et d'admission des nouveaux bourgeois de la Commune de Val Terbi – Bourgeoisie de Vermes.
7. Budget 2025:
 - discuter et approuver la liste des investissements selon le rapport relatif au budget 2025; donner compétences au Conseil communal pour se procurer le financement;
 - Fixer la quotité d'impôt et les taxes communales;
 - discuter et approuver le budget de fonctionnement;
 - discuter et approuver les budgets bourgeois.
8. Nomination d'un membre à la Commission de l'urbanisme.
9. Statuer sur l'octroi du droit de cité communal de M^{me} Brusatin Gabrielle de Vicques.
10. Communications.
11. Constitution du Bureau 2025:
 - présidence;
 - 1^{re} vice-présidence;
 - 2^e vice-présidence;
 - 2 scrutateurs.

Vicques, le 21 novembre 2024.

Au nom du Conseil général

Le président: Eric Schaller.

La secrétaire: Sylvie Koller.

Val Terbi

Résultats du scrutin communal du 24 novembre 2024

Texte soumis au vote: Acceptez-vous, selon le message du Conseil général, le crédit de CHF 1800000.– pour la rénovation et l'assainissement énergétique de l'école primaire du village à Vicques ?

Electeurs inscrits:	2556
Nombre de vote par correspondance:	916
Nombre de cartes rentrées:	1010
Participation:	39,51 %
Bulletins rentrés:	1005
Bulletins blancs:	13
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	992
Nombre de OUI:	852
Nombre de NON:	140

L'objet est accepté.

Les recours éventuels contre ce scrutin doivent être adressés par pli recommandé au Tribunal de première instance à Porrentruy dans les dix jours qui suivent la découverte du motif de recours. Il peut encore être formé recours dans les trois jours qui suivent la présente publication au Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

Vicques, le 25 novembre 2024.

Secrétariat communal.

Vendlincourt

Assemblée communale ordinaire mardi 17 décembre 2024, à 19h00, à la halle polyvalente (salle du 1^{er} étage)

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Discuter et approuver un crédit de CHF 1 050 000.– (TTC) à couvrir par voie d'emprunt, en vue de la réalisation des travaux suivants: mise en place de zones 30 km/h dans les rues communales, création d'un trottoir et renouvellement partiel des infrastructures à la Route d'Alle, aménagement d'une zone de rencontre et renouvellement partiel des infrastructures autour du bâtiment communal; donner compétence au Conseil communal pour contracter l'emprunt nécessaire et consolider le crédit à la fin des travaux.
3. Discuter et approuver le nouveau Règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la commune mixte de Vendlincourt et le règlement tarifaire s'y rapportant.*
4. Discuter et approuver le nouveau Règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la commune mixte de Vendlincourt et le règlement tarifaire s'y rapportant.*
5. Discuter et voter l'achat d'actions Energies du District de Porrentruy SA pour une valeur de Fr. 8983.– (financement par la redevance communale sur la consommation d'électricité à vocation énergétique); donner compétence au Conseil communal pour l'achat de ces actions.
6. Echange de terrain dans le cadre du projet de revitalisation de la Vendline (finalisation): discuter et voter l'échange des parcelles N°s 1054, 1422, 1424, 1425, 1481, 1709 et 502 du ban de Vendlincourt, d'une superficie totale de 31 133 m² appartenant à la commune mixte de Vendlincourt avec les parcelles N°s 1658, 1659 et 1665 du ban de Vendlincourt, d'une superficie totale de 30 665 m² appartenant à M. Jean-Michel

Falbriard; donner compétence au Conseil communal pour signer les actes y relatifs.

7. Discuter et voter une dépense de Fr 83000.– pour la réfection des chemins ruraux situés « En Sapin, Bois Hubleur, L'Epine » par prélèvement sur le fonds d'entretien des chemins ruraux; donner compétence au Conseil communal pour la réalisation de ces travaux.
8. Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2025** ainsi que la quotité d'impôt et les taxes y relatives.
9. Discuter et approuver l'admission au droit de cité communal présenté par Monsieur Vrekic Uros domicilié à Vendlincourt.
10. Divers et imprévus.

*Les règlements communaux mentionnés sous les points 3 et 4 sont déposés publiquement au Secrétariat communal 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale où ils peuvent être consultés. Les éventuelles oppositions seront à adresser durant le dépôt public, dûment motivées, au Secrétariat communal.

**Les personnes souhaitant consulter le budget de fonctionnement 2025 peuvent s'adresser au Secrétariat communal.

Vendlincourt, le 22 novembre 2024.

Conseil communal.

Publications des autorités administratives ecclésiastiques

Beurnevésin

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mardi 10 décembre 2024, à 20h00, à la salle communale

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Budget 2025.
3. Election de plusieurs membres du Conseil.
4. Informations pastorales.
5. Divers.

Beurnevésin, le 21 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Boncourt

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique catholique-romaine, lundi 9 décembre 2024, à 20h15, à la Maison des Œuvres

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Discuter et voter le budget 2025, fixer la quotité d'impôt.
3. Information générale de la Colonie des Emibois.
4. Divers et imprévus.

Boncourt, le 20 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Les Breuleux

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mardi 10 décembre 2024, à 20h00, à la salle paroissiale de la Pépinière

Ordre du jour:

1. Accueil et bienvenue.
2. Nomination de deux scrutateurs.

3. Procès-verbal de la dernière assemblée.
4. Budget 2025.
5. Nomination d'un conseiller.
6. Divers.

Les Breuleux, le 21 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Courchapoix

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mercredi 18 décembre 2024, à 20h00, à la cure

Ordre du jour:

1. Approbation de l'ordre du jour.
2. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée.
3. Présentation et acceptation du budget 2025.
4. Présentation du projet de rénovation du cimetière; acceptation du projet commun avec la commune, part de la collectivité CHF 17500.-, sans nouveau crédit.
5. Divers et imprévus.

Courchapoix, le 14 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Courroux – Courcelon

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mercredi 11 décembre 2024, à 20h00, au Centre paroissial Trait d'Union

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Discuter et voter le budget 2025; fixer la quotité de l'impôt.
3. Discuter et approuver la modification du règlement d'organisation de la commune ecclésiastique.*
4. Nomination d'un membre de la commission de vérification des comptes.
5. Divers.

* Le règlement d'organisation est déposé publiquement du 29 novembre au 20 décembre 2024. Il peut être consulté sur rendez-vous auprès de M. Cédric Latscha, président du Conseil.

Courroux-Courcelon, le 21 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Courtételle

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mercredi 11 décembre 2024, à 20h00, au Foyer Notre-Dame

Ordre du jour:

1. Accueil et prière.
2. Procès-verbal de la dernière assemblée du 5 juin 2024.
3. Présentation et acceptation du budget 2025.
4. Informations pastorales.
5. Divers et imprévus.

Courtételle, le 24 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Vos publications peuvent être envoyées
par courriel à l'adresse:

journalofficiel@lepays.ch

Le Noirmont

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique catholique-romaine, lundi 9 décembre 2024, à 20h15, à la salle de la bibliothèque

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'assemblée du 17 juin 2024.
2. Budget 2025.
3. Divers.

Le Noirmont le 22 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Soulce

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, lundi 16 décembre 2024, à 20h00, à la salle des sociétés

Ordre du jour:

1. Accueil et prière.
2. Procès-verbal de la dernière assemblée.
3. Budget 2025 et quotité d'impôt.
4. Election d'un-e membre du Conseil de la commune ecclésiastique.
5. Eclairage du clocher de l'église.
6. Informations pastorales.
7. Divers et imprévus.

Soulce, le 11 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Vermes – Envelier – Elay

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mardi 10 décembre 2024, à 20h00, à la salle de la cure

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. a) Discuter et voter le budget 2025;
b) Voter la quotité d'impôt 2025.
3. Informations.
4. Parole à l'Equipe pastorale.
5. Divers.

Vermes-Envelier-Elay, le 21 novembre 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Avis de construction

Basse-Allaine / Montignez

Requérante: Commune de Basse-Allaine, Rue de l'Ecole 3, 2923 Courtemaîche. Auteur du projet: Atelier architecture C2, Sur les Roches 4, 2923 Courtemaîche.

Description de l'ouvrage: Projet de correction et rénovation de dessertes forestières.

Cadastre: Montignez, parcelles N°s 1959, 812, 813, 1956; Courtemaîche, parcelles N°s 403, 316; sises rue La Foi-gière, Le Chênois, Le Péqui, La Hade à Montignez; Mot-tie froid, Forêt de Malie à Courtemaîche. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir, Zone d'activités, AAa.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Basse-Allaine, Rue de l'Ecole 3, 2923 Courtemaîche, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées,

seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 30 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courtemaîche, le 22 novembre 2024.

Conseil communal.

Les Bois

Requérant: Christophe Baume, Cerneux-de-la-Pluie 1, 2336 Les Bois. Auteur du projet: Kurt Arch. Kaempf, Quartier de la Verrerie 59, 2740 Moutier.

Description de l'ouvrage: Déconstruction des bâtiments N°s 1C, 1B et d'une partie du bâtiment N° 1; construction d'un hangar pour machines et stockage de fourrage ainsi que pour l'aménagement d'une écurie, d'une litière profonde et d'une SRPA avec barrières; pose d'une citerne à eau enterrée et pose de panneaux solaires en toiture; agrandissement du bâtiment N° 1 pour l'aménagement d'une aire d'affouragement, d'un fourrageoire, d'une litière profonde et de deux SRPA avec barrières; extension de la place fumière avec mur en BA et réaménagement d'une partie des alentours comprenant la construction de plusieurs murs, la modification du terrain, l'aménagement d'une place en gravier, d'un accès et d'une rampe pour accès; dimensions selon plans. Publication de projets de construction conformément à l'article 97 de la loi sur l'agriculture du 29 avril 1998 (LAgr) et à l'article 25, 2° al., lettre b de l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur les améliorations structurelles (OAS) ainsi qu'aux articles 12 et 12a de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1996 sur la protection de la nature et du paysage (LPN).

Cadastre: Les Bois. Parcelles N°s 1134 et 200, sises à la rue Le Cerneux-de-la-Pluie, 2336 Les Bois. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Requête spéciale: Demande de soutien au sens de l'article 97 LAgr.

Dimensions: Longueur 40m40, largeur 16m50, hauteur 8m25, hauteur totale 10m50.

Genre de construction: Matériaux façades: bardage bois, bois naturel; toiture: tôles thermolaquées RAL 8004.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune des Bois, Rue Guillaume-Triponez 15, 2336 Les Bois, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 30 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Les Bois, le 22 novembre 2024.

Conseil communal.

Clos du Doubs/Epiquez

Requérant: Jacques Froidevaux, Essertfallon 37, 2886 Essertfallon. Auteur du projet: Luca Libralesso, En Guédât 26, 2885 Epauvillers.

Description de l'ouvrage: Construction de deux serres agricoles.

Cadastre: Epiquez. Parcelle N° 162, sise à la rue Les Longues Planches, 2886 Epiquez. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Dérogation requise: Article 2.5.2 RCC (remblais).

Dimensions: 2 x longueur 25m00, largeur 12m00, hauteur 5m03, hauteur totale 7m70.

Genre de construction: Matériaux façades: structure métallique et bâche plastique, teinte à préciser; toiture: structure métallique et bâche plastique, teinte à préciser.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Clos du Doubs, Rue du 23-Juin 35, 2882 Saint-Ursanne, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 30 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saint-Ursanne, le 20 novembre 2024.

Conseil communal.

Cœuve

Requérante: Vie d'Entier Sàrl, Rue de Lorette 30, 2900 Porrentruy. Auteur du projet: Bleyaert & Minger SA, Grand-Rue 5, 2900 Porrentruy.

Description de l'ouvrage: Construction d'une maison familiale. Pose de panneaux solaires photovoltaïques, d'une PAC (pompe à chaleur).

Cadastre: Cœuve. Parcelle N° 3576. Lieu-dit, rue Milieu du Village, 2932 Cœuve. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone centre, CAa.

Dérogations requises: Article 66 al. 3 RCC (largeur lucarne); article 67 al. 2 RCC (finition façades).

Dimensions: Longueur 13m00, largeur 8m15, hauteur 5m36, hauteur totale 9m44.

Genre de construction: Matériaux façades: ossature bois isolée, bardage bois brun; toiture: charpente bois, couverture tuiles brun colonial.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Cœuve (Rue Lambert 18, 2932 Cœuve), où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 13 janvier 2025 à Commune de Cœuve, Milieu du Village 45, 2932 Cœuve.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Cœuve, le 25 novembre 2024.

Conseil communal.

Courgenay

Requérant: TS immobilier Sàrl, Pré Voigny 12, 2950 Courgenay. Auteur du projet: Db planification Sàrl, Au Voyebœuf 17, 2900 Porrentruy.

Description de l'ouvrage: Construction de 2 maisons familiales avec terrasses couvertes, de 2 piscines enterrées et de 2 couverts voitures avec locaux techniques

et locaux de rangement extérieurs; pose de panneaux solaires en toiture, installation de 2 pompes à chaleur air/eau pour les habitations posées à l'extérieur sur la toiture des couverts et installation de 2 pompes à chaleur air/eau pour les piscines posées à l'extérieur devant les façades ouest des locaux de rangement; aménagement d'un accès avec places de stationnement extérieures.

Cadastre: Courgenay. Parcelle N° 4883, sise au Chemin des Prés, 2950 Courgenay. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA. Plan spécial: Prêles.

Dimensions villas: Longueur 12m31, largeur 10m40, hauteur 5m55, hauteur totale 7m44; dimensions piscines: longueur 6m00, largeur 3m00.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi, teinte crème; toiture: tuiles terre cuite teinte gris anthracite.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Courgenay, Rue Pierre-Péquignat 4, 2950 Courgenay, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 30 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courgenay, le 29 novembre 2024.

Conseil communal.

Courrendlin

Requérant: Swisscom (Suisse) SA, Route des Arsenaux 41, 1701 Fribourg. Auteur du projet: Cablex AG, Tannackerstrasse 7, 3073 Gümliigen.

Description de l'ouvrage: Construction d'une nouvelle installation de communication mobile pour le compte de Swisscom (Suisse) SA avec mât, systèmes techniques et de nouvelles antennes pour les technologies 3G, 4G et 5G / COUD.

Cadastre: Courrendlin. Parcelle N° 2115, sise à la rue Pré Caqueiat, 2830 Courrendlin. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone de sport et de loisirs, SAa.

Dimensions: Longueur 0m60, largeur 0m60, hauteur totale 25m00.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune mixte de Courrendlin, Route de Châtillon 15, 2830 Courrendlin, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 15 janvier 2025.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courrendlin, le 28 novembre 2024.

Conseil communal.

Delémont

Requérants: Durga et Philippe Ruegg, Rue des Andains 12, 2800 Delémont. Auteur du projet: Durga Ruegg, Rue des Andains 12, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Rénovation d'un ancien dépôt comprenant la construction de 3 appartements, d'une piscine intérieure, des façades, nouveau chauffage par 2 pompes à chaleur air-eau extérieures et pose de panneaux solaires en toiture.

Cadastre: Delémont. Parcelle N° 1854, sise à la Route de Domont 3, 2800 Delémont. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone centre, CBb.

Dimensions: Bâtiment existant.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi gris et bois brun; toiture: tuiles TC brun rouge.

Dépôt public de la demande avec plans au Secrétariat de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 30 décembre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Delémont, le 25 novembre 2024.

Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics.

Haute-Sorne / Bassecourt

Requérant et auteur du projet: Xaver Joss, Avenue de la Gare 18, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Construction d'une maison d'habitation.

Cadastre: Bassecourt. Parcelle N° 3514, sise à la Rue des Prés Liavas, 2854 Bassecourt. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA.

Dimensions: Longueur 12m00, largeur 9m50, hauteur 5m77, hauteur totale 9m78.

Genre de construction: Façades: bois; toiture: tuile terre-cuite.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Haute-Sorne, Rue de la Fenatte 14, 2854 Bassecourt, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 13 janvier 2025.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Bassecourt, le 22 novembre 2024.

Conseil communal.

Movelier

Requérante: Association Broquet-Leuenberger, Route de France 25, 2812 Movelier. Auteur du projet: E. Chavanne Moutier S.A., Rue du Crêt 34, 2740 Moutier.

Description de l'ouvrage: Agrandissement des locaux de vente et de préparation; installation de deux pompes à chaleur air/eau posées à l'extérieur, aménagement d'un nouvel accès en pavés filtrants, aménagement d'une place de livraisons avec construction de murets et réaménagement/déplacement du chemin d'accès en groise.

Cadastre: Movelier. Parcelle N° 236, sise à la Route de France 25, 2812 Movelier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone mixte, MA.

Dimensions: Longueur 21m10, largeur 18m20, hauteur 3m50, hauteur totale 3m50.

Genre de construction: Matériaux façades: lames en bois étuvé couleur grise; toiture: toiture plate avec gravillon gris.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Movelier, Route du Câr 6, 2812 Movelier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 17 janvier 2025.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Movelier, le 20 novembre 2024.

Conseil communal.

Mises au concours

JURA^{CH} RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



AvenirFormation est l'unité de formation continue du Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF), rattaché au Service de la formation postobligatoire (SFP). Pour assurer son développement et gérer sa croissance régulière, AvenirFormation (AvF) recherche un

Responsable de la filière «Intégration asile» (H/F) à 65%

Le poste sera vraisemblablement pourvu à l'interne.

Mission: La filière «Intégration asile» comprend les offres destinées au public migrant issu de l'asile. Celles-ci sont organisées sur mandat de l'Association jurassienne d'accueil des migrants (AJAM). A ce titre, vous occupez un poste de cadre spécialisé dans un environnement dynamique avec des responsabilités et une autonomie à la hauteur de vos compétences. Vous êtes chargé de la conception, de l'organisation, du suivi et de l'amélioration des cours. Vous êtes en particulier chargé de l'encadrement et de la direction du personnel enseignant, et de la supervision des processus administratifs. Vous travaillez en étroite collaboration avec la direction ainsi qu'avec les responsables de l'AJAM. Le taux d'activité peut être complété par la dispense de cours au sein d'AvenirFormation.

Profil: Vous êtes au bénéfice d'un titre HE ou universitaire niveau Master, de préférence dans le domaine des langues, ou d'une formation et expérience jugées équivalentes. Vous connaissez le domaine de l'intégration et êtes vivement intéressé par la formation, secteur dans lequel vous disposez d'une expérience professionnelle de 2 à 4 ans. Ouvert et dynamique, vous avez un sens développé de l'organisation et des aptitudes avérées en communication. Votre maîtrise des outils bureautiques est complète. A l'aise dans les relations, vous appréciez

le travail d'équipe et le contact avec les publics migrants. Vous faites preuve de souplesse dans votre organisation du travail.

Fonction de référence et classe de traitement:

Collaborateur scientifique IIa / Classe 18.

Entrée en fonction: 1^{er} janvier 2025.

Lieu de travail: Delémont.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M. Christophe Cattin, directeur d'AvenirFormation, tél. 032 420 77 45 ou par courriel à: christophe.cattin@jura.ch.

Intéressé? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidats mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 6 décembre 2024** et comporter la mention «Postulation Responsable de la filière intégration asile». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA^{CH} RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



Suite au départ de la titulaire, le Service de l'action sociale met au concours le poste suivant

Référent en charge de l'entraide et des solidarités (H/F) à 50%

Mission: Vous voulez vous engager davantage en faveur de la collectivité?

Ce poste est fait pour vous.

Vous avez pour mission de participer à l'élaboration d'une politique sociale efficiente visant à promouvoir l'entraide, le renforcement du pouvoir d'agir, d'encourager, de coordonner et de développer les conditions nécessaires à la réalisation de projets en faveur de la cohésion sociale. Vous assurez notamment un rôle de référent au niveau du Service et de répondant pour les proches aidants, contribuez à rendre visible la thématique, à sensibiliser le public sur leur rôle et mettre en œuvre la stratégie cantonale en la matière. Vous collaborez étroitement avec les autres services, les milieux associatifs et institutionnels notamment dans le projet de planification médico-sociale. Conformément à la volonté du Parlement jurassien, vous veillez à la reconnaissance et à la mise en valeur du bénévolat dans le Jura. Vous coordonnez et soutenez des actions de proximité et projets permettant de prévenir et lutter contre les logiques d'exclusion. Vous œuvrez à la destigmatisation des publics en situation de vulnérabilité. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire dynamique, vous contribuez à développer les synergies avec les délégués à la jeunesse et à l'intégration, à mener des réflexions communes, coordonner des actions concrètes pour l'intégration sociale et la solidarité au sens large.

Exigences: Vous êtes au bénéfice d'un titre HE ou universitaire niveau master en sciences sociales, ou d'une formation et expérience jugées équivalentes. Vous justifiez idéalement d'une expérience professionnelle dans la gestion de projets et dans la conduite de groupes de travail. Vous êtes force de proposition dans votre domaine d'activité. Vous avez les capacités à trouver des solutions adaptées aux besoins de la population. Vous avez des aptitudes avérées en communication. Vous vous démarquez par votre sens de l'écoute et de l'empathie, ainsi que par vos excellentes capacités conceptuelles et de synthèse. Vous faites preuve d'initiative et avez un esprit novateur. Vous savez travailler de manière autonome et rigoureuse au sein d'une équipe dynamique. Vous avez une excellente connaissance du tissu social local jurassien, du réseau professionnel et des institutions jurassiennes. Vous avez un bon sens de l'organisation et des priorités. Des connaissances des démarches des processus qualité constituent un atout.

Fonction de référence et classe de traitement:

Collaborateur scientifique I / Classe 16.

Entrée en fonction: Dès que possible.

Lieu de travail: Delémont.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M. Guillaume Christe, Responsable du domaine cohésion sociale, tél. 032 420 52 78.

Intéressé? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidats mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 20 décembre 2024** et comporter la mention « Postulation Référent en charge de l'entraide et des solidarités (H/F) à 50% ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



A la suite d'un départ, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires met au concours un poste de

Contrôleur des denrées alimentaires (H/F) à 80%

Mission: Vous assurez la sécurité des denrées alimentaires et des objets usuels en contrôlant, lors d'inspections, l'autocontrôle, la qualité des produits, les processus, le respect des règles d'hygiène et les locaux dans les entreprises de la branche des denrées alimentaires et des objets usuels. Vous contrôlez que les bases légales de la législation sur les denrées alimentaires et objets usuels soient respectées par les administrés.

Profil: Vous êtes titulaire d'un diplôme fédéral en contrôle des denrées alimentaires (article 77, alinéa 1, de l'ordon-

nance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires). Dans le cas contraire, vous êtes engagé à l'obtenir en cours d'emploi. A cet effet, vous pourriez être admis au programme de formation si vous êtes au bénéfice d'un CFC idéalement dans la production, la transformation ou le commerce de denrées alimentaires complété par 3 ans d'expérience professionnelle, d'un titre ES, ET, d'un brevet ou diplôme fédéral dans le secteur des denrées alimentaires, d'un titre HE ou universitaire niveau bachelier dans un domaine des sciences naturelles, ou d'un diplôme selon la loi du 23 juin 2006 sur les professions médicales.

Vous justifiez de 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire, ou dans une entreprise spécialisée dans la fabrication ou l'analyse de denrées alimentaires, dans le contrôle qualité ou chargée de l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires.

Vous avez d'excellentes habiletés en négociation. Vous vous démarquez par vos aptitudes en communication et votre sens de l'écoute. Vous avez le sens du service public et avez envie de contribuer à la mission de l'Etat. Vous travaillez dans le terrain avec aisance et de manière indépendante. Vous avez une excellente maîtrise du français (oral et écrit) et idéalement de bonnes connaissances de l'allemand. Vous êtes à l'aise dans l'usage des outils informatiques Office (Word, Excel, Powerpoint, Outlook, etc.). Vous disposez du permis de conduire catégorie B.

Fonction de référence et classe de traitement:

Contrôleur officiel I / Classe 12.

Entrée en fonction: 1^{er} février 2025 ou à convenir.

Lieu de travail: Delémont.

Renseignements:

Peuvent être obtenus auprès du Dr Thierry Bourquard, chimiste cantonal, tél. 032 420 52 80.

Intéressé? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidats mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 10 janvier 2025** et comporter la mention « Postulation Contrôleur des denrées alimentaires (H/F) à 80% ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

Vos publications peuvent être envoyées par courriel à l'adresse:

journalofficiel@lepays.ch

Dernier délai:

jusqu'au lundi 12 heures

JURA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



En prévision de l'arrivée de Moutier dans le canton du Jura, le Service des contributions, pour la Section des impôts spécifiques, met au concours un poste de

Collaborateur administratif (H/F) à 70%

pour une durée déterminée de 10 mois

Mission: Vous assistez le secteur des valeurs officielles (valeurs fiscales immobilières) et réalisez de manière autonome les diverses tâches administratives liées au secteur. Celles-ci comprennent notamment la saisie des données des estimations, l'établissement de nouvelles décisions d'estimation et la gestion des envois. Vous renseignez les contribuables, les mandataires et les communes sur toute question en lien avec le secteur.

Profil: Vous êtes titulaire d'un CFC d'employé de commerce ou d'une formation et expérience jugées équivalentes. Vous avez une expérience professionnelle de 2 à 4 ans dans un poste similaire. Vous disposez d'excellentes capacités rédactionnelles, d'un sens aigu de l'organisation et des priorités, d'un esprit de synthèse et d'une capacité à faire face aux interruptions fréquentes de travail. Vous maîtrisez les outils informatiques liés à la Suite Office.

Fonction de référence et classe de traitement:

Collaborateur administratif IIIa / Classe 9.

Entrée en fonction: 1^{er} janvier 2025 ou à convenir.

Lieu de travail: Les Breuleux.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M^{me} Maëlle Wenger, cheffe des impôts spéciaux, tél. 032 420 44 00, ou de M. Silver Chèvre, responsable du secteur des valeurs officielles du Service des contributions, tél. 032 420 44 43.

Intéressé ? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidats mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 20 décembre 2024** et comporter la mention « Postulation Collaborateur administratif (H/F) à 70% PMO ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

Service de renseignements juridiques

Les personnes qui désirent consulter le Service de renseignements juridiques peuvent s'inscrire auprès de la **Recette et Administration de district**, contre paiement d'un émoluments de 20 francs.

Les consultations ont lieu, en principe, **tous les lundis de 16 à 19 heures**, à l'étude de l'avocat de service désigné et durent environ 20 minutes.

Marchés publics

Appel d'offres

Adjudicateur

Service d'achat: Service des infrastructures (SIN), Section des constructions routières (SCR), Rue du 23-Juin 2, 2800 Delémont (Suisse). Tél. +41 32 420 60 00. E-mail: simap.scr@jura.ch

Service demandeur (adjudicateur): République et Canton du Jura, Commune des Breuleux (Suisse)

Objet et étendue du marché

Travaux de déconstructions et de démolitions, yc. installations de chantier, travaux préparatoires, de canalisation, du réseau d'eau potable, de bétonnage et aménagements finaux de surface

Lieu d'exécution du mandat:

2345 Les Breuleux / JU (Suisse)

Délai d'exécution: 5.5.2025 - 21.11.2025

Durée du contrat: 5.5.2025 - 21.11.2025

Ce marché ne peut pas être prolongé.

Critères d'aptitude

Les critères figurent dans les documents.

Critères d'adjudication

Les critères figurent dans les documents.

Vocabulaire commun de l'UE pour les marchés publics

(Common Procurement Vocabulary, CPV)

CPV principal: 45200000 - Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil

Catalogue des articles normalisés (CAN):

111 - Travaux en régie

112 - Essais

113 - Installations de chantier

117 - Démolitions et démontages

151 - Constructions de réseaux enterrés

211 - Fouilles et terrassements

221 - Couches de fondation pour surfaces de circulation

222 - Bordures, pavages, dallages et escaliers

223 - Chaussées et revêtements

237 - Canalisations et évacuation des eaux

241 - Constructions en béton coulé sur place

Genre de travail de construction: Exécution

Catégorie: Génie civil

Conditions de participation

Conditions dans les documents.

Délais

Disponibilité des documents d'appel d'offres:

13.12.2024 - 16.12.2024

Déclaration d'intérêt jusqu'au: 13.12.2024

Tour de questions 1, à soumettre jusqu'au: 14.1.2025

Tour de questions organisé en dehors de simap.ch

Les soumissionnaires peuvent poser des questions ayant trait aux documents d'appel d'offres. Le cas échéant, elles doivent être formulées par écrit et adressées au Service des infrastructures. Chaque question doit faire référence au texte ou aux informations qui nécessitent des éclaircissements. Le Service des infrastructures y répondra par écrit dans un document qu'il fera parvenir en temps utile à tous les soumissionnaires. Il ne traitera aucune demande par téléphone. Il se réserve en outre le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en soumission.

Remise de l'offre: 31.1.2025 - 18h00

La date du sceau postal fait foi.

Offre valable jusqu'au: Validité de l'offre 6 mois, à compter de la date d'échéance du délai de dépôt des offres.

Ouverture publique des offres: Non

Documents

Langue des documents d'appel d'offres: Français

Où obtenir les documents d'appel d'offres:

Adresse de courriel *simap.scr@jura.ch*

Plus d'informations sur l'obtention des documents d'appel d'offres

Les dossiers d'appel d'offres seront remis, aux soumissionnaires qui en font la demande, par envoi électronique dès le 13.12.2024 via le Service des infrastructures, Section des constructions routières, Rue du 23-Juin 2, 2800 Delémont. L'inscription sur *www.simap.ch* n'équivaut pas à une demande officielle du dossier. La demande officielle du dossier d'appel d'offres doit être faite à l'adresse *simap.scr@jura.ch* jusqu'au 13.12.2024.

Remise d'offres

Langues des offres: Français

Mode de remise: Remise physique

Adresser les offres comme suit: Service des infrastructures (SIN), Section des constructions routières (SCR), Rue du 23-Juin 2, 2800 Delémont (Suisse)

Plus d'informations

Accords internationaux: Non

Langue de procédure: Français

Organisation d'un dialogue: Non

Options: Non

Variantes autorisées? Non

Offres partielles autorisées? Non

Conditions générales

Visites des lieux: Aucune visite des lieux.

Communauté de soumissionnaires: Autorisée

Admise sous certaines conditions mentionnées dans les documents d'appel d'offres.

Sous-traitant: Autorisé

Admise sous certaines conditions mentionnées dans les documents d'appel d'offres.

Voies de droit: Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Cour administrative du Tribunal cantonal, 9, chemin du Château, 2900 Porrentruy, dans un délai de vingt jours à compter de sa publication. La procédure d'opposition est exclue. Le recours n'a pas d'effet suspensif. Le Président de la Cour administrative peut accorder, sur demande, l'effet suspensif au recours. Le mémoire de recours doit en tous les cas contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant doivent être joints au mémoire. Le recours doit être daté et signé par le recourant ou son mandataire (art. 127 Cpa). Le non-respect de ces exigences formelles peut notamment entraîner l'irrecevabilité du recours.

Organe de publication officiel

Journal officiel de la République et Canton du Jura

Divers

Avis de mise à ban

La parcelle N° 174 du ban de Courgenay est mise à ban sous réserve des charges existantes;

il est fait défense aux tiers non autorisés de parquer des véhicules de tous genres sur ladite parcelle;

les contrevenants pourront être dénoncés et seront passibles d'une amende de CHF 2000.– au plus.

Porrentruy, le 14 novembre 2024.

La Juge civile: Lydie Montavon-Terrier.